

ENTENTE GÉNÉRALE DE PRODUCTION

entre



LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

et



LA FÉDÉRATION CANADIENNE
DES MUSICIENS

du 19 septembre 2025 au 31 octobre 2027

TABLE DES MATIÈRES

RELATIONS ENTRE LES PARTIES

DÉFINITION DES TERMES

MODULE 1

PRODUCTIONS GÉNÉRALES

MODULE 2

MUSIQUE D'ACCOMPAGNEMENT ET INDICATIF MUSICAL

MODULE 3

APPAREILS DE MUSIQUE ÉLECTRONIQUE (AME), STATIONS AUDIONUMÉRIQUES ET DISPOSITIFS SYNCHRONISÉS

MODULE 4

RETRANSMISSION (CAPTATION)

MODULE 5

EXTRAITS D'ÉMISSIONS, FORFAITS ET DISTRIBUTION

MODULE 6

SOMMAIRE DES CACHETS

ANNEXE A

COMITÉ MIXTE

ANNEXE B

NOUVELLE UTILISATION

ANNEXE C

Lettre d'adhésion

Index

Préambule :

La Société s'engage à intégrer le développement durable dans tout ce qu'elle fait, y compris l'examen de chaque aspect de la façon dont elle crée du contenu. Toutes les parties travaillant dans le cadre du présent accord-cadre s'efforceront de respecter cet engagement.

L'approche pour la production et l'enregistrement de contenu dans cet accord-cadre suit un concept suivant, qui :

- ne fait pas de distinction entre les plateformes. Ainsi, les cachets applicables à chaque plateforme sont équivalents
- ne se fonde pas sur la durée des émissions ou le nombre de diffusions
- ne fait pas de différence entre une répétition et l'enregistrement lui-même
- s'efforce d'être un mécanisme d'octroi de licences simplifié à l'égard des paiements anticipés et des marchés complémentaires
- prévoit que l'utilisation du contenu peut être « en tout ou en partie ».

entre :
la Société Radio-Canada
et :
la Fédération canadienne des musiciens

RELATIONS ENTRE LES PARTIES

Article 1 — APPLICATION

1.1 Cet accord-cadre énonce les conditions auxquelles la Société Radio-Canada (ci-après désignée la « Société ») peut engager des musiciens et autres personnes visées par le présent accord-cadre relevant de la compétence exclusive de la Fédération canadienne des musiciens (ci-après désignée la « FCM »).

La Société reconnaît la FCM à titre d'agent-négociateur exclusif des entrepreneurs indépendants qui sont des artistes professionnels au sens de la *Loi sur le statut de l'artiste* et qui sont engagés par la Société conformément aux modalités de l'accréditation émise par le Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs (TCRPAP) le 10 décembre 2007, à l'exception :

a) des artistes visés par l'accréditation accordée à la Canadian Actors' Equity Association par le TCRPAP le 25 avril 1996, et sous réserve de l'arrangement que la Canadian Actors' Equity Association et l'American Federation of Musicians of the United States and Canada ont conclu en 1996;

b) des artistes visés par l'accréditation accordée à l'ACTRA Performers Guild par le TCRPAP le 25 juin 1996, et sous réserve de l'entente conclue par l'ACTRA Performers Guild et l'American Federation of Musicians of the United States and Canada le 14 mai 1996;

c) des artistes visés par l'accréditation accordée à l'Union des Artistes par le TCRPAP le 29 août 1996;

d) des artistes représentés par la section locale 406 de l'American Federation of Musicians of the United States and Canada, connue sous le nom de *Guilde des musiciens et musiciennes du Québec* (ci-après désignée la « *Guilde* »), aux termes de l'entente conclue par l'American Federation of Musicians of the United States and Canada et la *Guilde* le 23 octobre 1996.

1.2 Les parties conviennent également qu'à l'exception des copistes et des musicothécaires, les dispositions de l'accréditation mentionnée ci-dessus et de la *Loi sur le statut de l'artiste* (la « *Loi* ») ont préséance sur les articles du

présent accord-cadre. Si la compétence prévue ou sous-entendue en vertu d'un autre article de cet accord-cadre excède celle de l'accréditation de la FCM en vertu de la *Loi*, l'accréditation de la FCM en vertu de la *Loi* aura préséance et l'article conflictuel de cet accord-cadre sera considéré comme nul et non avenu. Si la *Loi* est modifiée pour tenir compte des copistes et des musicothécaires, cette inclusion sera réputée s'étendre au présent accord-cadre.

1.3 Malgré ce qui précède, la Société convient de ne pas embaucher d'employés dont la fonction principale est de fournir des services musicaux prévus au présent accord-cadre.

1.4 Les parties conviennent que le texte français et le texte anglais de cet accord-cadre sont tous deux officiels. Toutefois, tout différend à l'égard de l'interprétation ou de la signification d'un texte par rapport à l'autre sera soumis au vice-président pour le Canada de l'AFM et à la directrice gestion des droits relations d'affaires et avec les artistes de la Société (ou à leurs représentants désignés), afin qu'ils résolvent ce différend. Le texte anglais prévaudra.

1.5 **Reconnaissance des règlements administratifs de l'AFM**

Dans la mesure où elles ne contredisent pas les dispositions de cet accord-cadre, toutes les dispositions actuelles des statuts constitutifs, règlements administratifs, règles et règlements, de l'AFM/FCM font partie intégrante de cet accord-cadre. Pour plus de certitude, si un différend survient, les dispositions de cet accord-cadre prévaudront. Les parties conviennent que les dispositions de l'article 1.5 ne peuvent pas être soumises à la procédure de grief.

1.6 **Lois applicables**

Cet accord-cadre est régi par les lois de la province de l'Ontario et les lois du Canada qui s'y appliquent.

1.7 Les dispositions de cet accord-cadre s'appliquent au contenu acquis selon les conventions précédentes conclues entre la SRC et l'AFM.

Article 2 – RESTRICTIONS ET PRATIQUES INTERDITES

2.1 La Société convient qu'elle ne produira pas à l'interne et ne commandera pas à des producteurs indépendants une émission dont le contenu musical n'est pas produit conformément aux modalités de cet accord-cadre ou d'une autre entente AFM/FCM applicable à son signataire.

Article 3 – GRIEFS ET ARBITRAGE

- 3.1 La procédure suivante s'applique en cas de plainte ou de différend portant sur l'interprétation, l'application, la gestion ou la violation présumée de cet accord-cadre. Les plaintes et les différends doivent être discutés et réglés, si possible, dès qu'ils se présentent, par le représentant autorisé de la FCM ou de la section locale compétente et le représentant autorisé de la Société.

Première étape – Une plainte ou un différend qui ne peut pas être réglé de la façon prévue ci-dessus doit être consigné par écrit et déposé auprès de la Société, par le biais de la FCM ou de sa section locale compétente, dans un délai de trente (30) jours ouvrables de la connaissance de l'incident à l'origine du grief. Pour être considéré comme un grief, la plainte ou le différend doit préciser le ou les articles de l'accord-cadre prétendument violés, mal appliqués ou mal interprétés, ainsi que le redressement ou la réparation demandé. La Société transmet une réponse écrite à ce grief dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant sa réception.

La Société a le droit de déposer un grief écrit auprès de la FCM dans un délai de trente (30) jours ouvrables à la deuxième étape de la procédure de grief.

Deuxième étape – Si les deux parties ne considèrent pas le grief réglé après la réponse fournie à la première étape, ce grief doit, dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la date de la réponse, être référé à une réunion d'un comité des griefs, composé de représentants de la Société et de la FCM.

Troisième étape — Si le grief n'est pas réglé à la satisfaction des deux parties dans le cadre de la réunion du comité des griefs ou dans le cadre d'une correspondance immédiatement subséquente, transmise au plus tard quatorze (14) jours civils après la réunion, le grief peut être renvoyé à l'arbitrage par l'une ou l'autre des parties. L'avis de renvoi à l'arbitrage doit être transmis dans un délai de quarante-cinq (45) jours civils suivant la réunion du comité des griefs. Cet avis doit parvenir par écrit à la Société et au bureau du vice-président pour le Canada de l'AFM et une copie doit être transmise à la section locale.

- 3.2 **Arbitrage** – Lorsque les parties renvoient le grief à l'arbitrage, un arbitre convenant aux deux parties est choisi. En l'absence d'entente au sujet de la nomination de l'arbitre dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant l'avis de renvoi, le processus de nomination d'un arbitre prévu à la *Loi sur le statut de l'artiste* est suivi. L'arbitre entend le grief, en décide et rend une décision. Cette décision est définitive et lie les parties. L'arbitre n'a ni le pouvoir de rendre une décision incompatible avec les dispositions de cet accord-cadre ni celui de modifier ou de supprimer une partie de cet accord-cadre, ou d'y ajouter quoi que ce soit.

Les frais d'arbitrage sont assumés à parts égales par la Société et la FCM.

3.3 Les délais prévus à chaque étape de cet article peuvent être prolongés par entente mutuelle écrite des parties.

3.4 **Lois applicables** – Cet accord-cadre est régi par les lois du Canada

Article 4 – DURÉE, RÉSILIATION ET RENOUVELLEMENT

4.1 Cet accord-cadre est en vigueur pour une durée de deux (2) ans et trois (3) mois à compter du 19 septembre 2025 jusqu'au 31 octobre 2027.

4.2 Cet accord-cadre sera automatiquement renouvelé pendant des périodes de six (6) mois consécutives, à moins qu'une partie fasse parvenir par écrit à l'autre partie un préavis de résiliation de trois (3) mois avant la date à laquelle l'accord-cadre ou son renouvellement alors en vigueur arrive à échéance.

4.3 Malgré l'article 4.2 ci-dessus, si les parties font défaut de signer un nouvel accord-cadre au plus tard à sa date d'échéance, le renouvellement de l'accord-cadre en vigueur devra se faire par accord réciproque entre les parties.

Article 5 – DÉFINITION DES TERMES

Dans cet accord-cadre, à moins que le contexte ne s'y oppose :

5.1 **Section locale** désigne une association de l'AFM qui a compétence à l'égard des membres de l'AFM dans une région donnée, sous réserve des choix exercés par l'AFM quant à la répartition de sa compétence.

5.2 **Membre** désigne un membre en règle d'une section locale de l'AFM.

5.3 **Vice-président pour le Canada de l'AFM** désigne le dirigeant canadien de l'American Federation of Musicians of the United States and Canada (« AFM »). Le vice-président pour le Canada de l'AFM est responsable de la gestion des activités de l'AFM/FCM à travers le Canada et il est le principal représentant des musiciens professionnels canadiens.

5.4 **Musicien amateur** désigne une personne qui ne s'est jamais exécutée moyennant un cachet (à l'exception d'une rémunération reçue sous forme de bourse ou de prix obtenu dans le cadre d'un concours) et qui n'est pas et n'a jamais été membre de l'AFM.

5.5 **Arrangement** désigne l'art de transformer une composition déjà transcrite en vue de son exécution sous une forme autre que sa forme originale. L'arrangement comprend la réharmonisation, la paraphrase et/ou le développement d'une composition visant à en faire pleinement ressortir les lignes mélodiques, harmoniques et rythmiques en la présentant sous forme de partition.

- 5.6 **Audition** désigne, sous réserve de l'article 7.2, une prestation non diffusée exécutée afin d'en déterminer la pertinence.
- 5.7 **Musique de marque** est un mnémonique ou une pièce musicale qui capture l'identité d'une marque et indique au téléspectateur ou à l'auditeur qu'il regarde ou écoute Radio-Canada. La musique de marque peut être spécifique à un service ou à une plateforme particulière de Radio-Canada (par exemple, CBC GEM, CBC Radio 2, tou.tv) ou à une division de Radio-Canada (par exemple, CBC News, CBC Sports, CBC Music, ICI Musique). La musique de marque peut être utilisée au début des heures de programmation, à l'ouverture d'une page web, ou comme ouverture commune à chaque épisode au sein d'une division, distincte de l'indicatif musical qui est liée à un épisode ou à une série spécifique.
- 5.8 **Diffusion** désigne toute transmission d'émission, encodée ou non, à l'aide d'ondes radioélectriques ou d'autres moyens de télécommunication, destinée à être captée par le public à l'aide d'un récepteur.
- Diffusion par la Société** désigne la diffusion par la Société du contenu d'une émission à l'un de ses stations ou réseaux de langue française et/ou anglaise et sur toute plateforme numérique identifiée aux marques de la Société, quelle que soit la méthode de diffusion utilisée.
- Émission locale** désigne une émission diffusée à l'aide de l'équipement d'une seule station, qui n'est ni diffusée par une autre station ni rediffusée ou transmise par tous moyens à l'extérieur de la zone de diffusion de la station d'origine, ainsi que toute émission autrement destinée à une seule province ou territoire.
- 5.9 **Fédération canadienne des musiciens (FCM)** désigne le bureau national canadien de l'American Federation of Musicians of the United States and Canada (AFM), organisme établi au Canada assurant la gestion des activités canadiennes de l'AFM et des accords-cadres canadiens en vigueur, et qui se charge du soutien aux membres canadiens de l'AFM et à leurs sections locales.
- 5.10 **Contenu** désigne un enregistrement sonore et/ou audiovisuel de musique.
- 5.11 **Frais de gestion** désigne les frais administratifs versés directement à la section locale ayant compétence à l'égard d'un engagement. Voir l'article 6.22.
- 5.12 **Station audionumérique** désigne un dispositif informatique programmable d'enregistrement sonore ou de production, servant à contrôler, enregistrer, éditer ou manipuler et exécuter des renseignements musicaux provenant d'AME.
- 5.13 **Appareils de musique électronique (AME)** désigne les dispositifs électroniques numériques, analogiques ou hybrides qui produisent ou reproduisent des sons « musicaux » et autres (ce qui comprend les logiciels d'instruments virtuels et les

synthétiseurs, les dispositifs d'échantillonnage numérique, les appareils mobiles, etc., dont le son est uniquement généré électroniquement ou numériquement).

- 5.14 **Ensemble** désigne deux (2) musiciens ou plus s'exécutant ensemble en tant que groupe.
- 5.15 **Épisode** désigne l'unité d'une émission en plusieurs parties, d'une série journalière ou hebdomadaire ou d'une anthologie.
- 5.16 **Distribution externe (anciennement, *marchés complémentaires*)** désigne la distribution de contenu par la Société conformément au module 5.
- 5.17 **Musicien vedette** désigne le membre d'une formation musicale qui interprète un solo constituant un élément principal du morceau interprété, ou le membre d'un orchestre qui, au cours de l'interprétation d'un morceau, doit quitter sa place habituelle au sein de l'orchestre, seul ou avec d'autres musiciens de l'orchestre.
- 5.18 **Conseiller de son (musique)** désigne un membre engagé par contrat distinct afin d'aider ou de conseiller le réalisateur ou le technicien de son en matière de qualité sonore de la musique durant les heures additionnelles de travail ou durant une émission.
- 5.19 **Chef d'orchestre ou Directeur musical** désigne le directeur d'une formation musicale dont les responsabilités comprennent l'embauche, la représentation des musiciens et la ratification des contrats d'engagement en leur nom. Il est en outre responsable de l'exécution des prestations des musiciens ainsi engagés.
- 5.20 **Émission magazine** désigne une émission où les prestations sont combinées à des entrevues et/ou à des segments d'information de nature différente.
- 5.21 **Musicien** désigne un artiste professionnel engagé afin de s'exécuter en solo ou dans une formation musicale avec un instrument acoustique, électrique ou numérique.
- 5.22 **Cachet de base d'un musicien** désigne le cachet minimal d'un musicien, avant l'ajout de toutes les majorations, le cas échéant, afin de déterminer le cachet prévu au contrat.
- 5.23 **Cachet prévu au contrat** désigne le cachet payable à un musicien pour services rendus selon les modalités des présentes, ce qui comprend les majorations et autres cachets applicables, mais non les frais de transport, les frais de déplacement et les cachets excédentaires négociés directement par le musicien.
- 5.24 **Nouvelle utilisation :**
- a) **Utilisation par la Société sur les plateformes de la Société :**
La Nouvelle utilisation s'applique lorsque le cachet de base d'un musicien ne couvre pas l'utilisation décrite à l'article 6.4 parce que l'un des cas suivants s'applique :

- i) la piste sonore d'une émission est synchronisée, en tout ou en partie, avec une nouvelle émission audiovisuelle, sauf si les deux émissions sont thématiquement liées (p. ex. les Olympiques);
- ii) la piste sonore ou un segment audiovisuel non enregistré à l'origine pour servir de musique d'accompagnement ou d'indicatif musical, est utilisé ensuite comme musique d'accompagnement ou indicatif musical;
- iii) une musique d'accompagnement d'une émission est utilisée en tout ou en partie dans une autre émission.

Les modalités relatives à l'utilisation d'extraits mentionnées aux articles 21.16, 24 ou 26.2 s'appliquent en cas de nouvelle utilisation de segments dans des émissions de la Société.

b) Utilisation sous licence du contenu produit par la Société par une tierce partie :

La Nouvelle utilisation s'applique lorsque le contenu produit par la Société est incorporé dans une nouvelle production. Les conditions générales pour nouvelle utilisation du contenu de la Société, en intégralité ou en partie, par une tierce partie, seront régies par l'annexe B.

- 5.25 **Orchestre** désigne un orchestre symphonique, d'opéra, de ballet ou de chambre qui exécute un répertoire varié durant des saisons annuelles récurrentes en vertu d'une convention collective avec une section locale ou d'une entente-cadre avec l'orchestre couvrant les musiciens qui ont des contrats de service personnel ou qui sont autrement engagés sur une base constante et continue.
- 5.26 **Orchestration** désigne la notation en partition des différentes voix et/ou instruments d'un arrangement sans modification ou ajout aux mélodies, contre-mélodies, harmonies ou rythmes.
- 5.27 **Superposition sonore** désigne la technique d'enregistrement par laquelle un musicien exécute deux ou plusieurs partitions en les synchronisant avec des partitions déjà enregistrées, afin d'éliminer le besoin de musiciens/instruments supplémentaires, ce qui est strictement interdit, sauf dans les cas expressément autorisés ailleurs aux présentes.
- 5.28 **Heures supplémentaires** désigne la situation dans laquelle un musicien est tenu de rester sur le lieu de travail au-delà du temps convenu au départ, cette période étant considérée comme des heures supplémentaires.
- 5.29 **Employeur principal** désigne la personne ou l'entité autre que la Société, qui est responsable du paiement des cachets pour la partie exécution publique d'une retransmission, selon le *AFM/FCM Live Engagement Contract* ou une convention collective.
- 5.30 **Enregistrement préalable d'orchestre symphonique** désigne l'enregistrement d'une partie d'émission à des fins d'intégration dans une émission complète. Au cours des répétitions où se fait l'enregistrement préalable, l'orchestre peut être divisé aux fins de

prise de son. Tous les membres de l'orchestre doivent être engagés et rémunérés pour toutes les séances. Malgré cette disposition, les parties conviennent que les musiciens d'un orchestre symphonique en congé sabbatique au moment de l'enregistrement ne sont pas rémunérés pour l'enregistrement ni pour sa diffusion.

- 5.31 **Émission** désigne des sons ou des images, ou une combinaison de sons et d'images, visant à informer, éclairer ou divertir.
- 5.32 **Pianiste (ou autre instrumentiste) de répétition** désigne un instrumentiste dont la prestation n'est pas enregistrée et qui est engagé pour accompagner des chanteurs ou des artistes qui répètent avant une émission ou un enregistrement.
- 5.33 **Retransmission** désigne l'enregistrement complet ou partiel d'une prestation musicale qui n'est pas principalement produite par la Société et pour laquelle les musiciens sont engagés et rémunérés par l'employeur principal plutôt que par la Société. L'enregistrement de cette prestation par la Société n'a pas d'incidence sur la réalisation ou non de la prestation.
- 5.34 **Musicien figurant** désigne un musicien filmé mimant une prestation sur un instrument de musique, mais qui ne fait pas l'objet d'un enregistrement audio.
- 5.35 **Soliste** désigne un instrumentiste (autre qu'un musicien vedette) interprétant un ou des solos avec orchestre durant une pièce quelconque de musique ou une pièce pour solo sans accompagnement (à l'exclusion des petits morceaux de nouveauté sans accompagnement ou bruitage).
- 5.36 **Enregistrement pour bande sonore** désigne un enregistrement sonore comprenant de la musique contenue aux émissions visées au module 2, destiné à une distribution par la Société et/ou à une distribution commerciale.
- 5.37 **Sound Recording Labor Agreement (le SRLA)** : l'entente AFM négociée avec l'industrie du disque précisant les modalités d'engagement de musiciens dans les enregistrements commerciaux.
- 5.38 **Indicatif musical** désigne une musique qui peut être utilisée au début ou à la fin d'une émission, ainsi qu'avant et au retour d'une pause publicitaire, pour l'habillage d'une série et pour chaque épisode d'une série précise ou pour l'identification de station et pour les marques des services ou divisions de la Société (Musique de marque).
- 5.39 **Musique d'accompagnement** désigne une musique spécialement conçue pour accompagner ou intensifier un dialogue ou une scène visuelle, ou pour créer une ambiance.
- 5.40 **Heures de travail** désigne la période pendant laquelle les services d'un musicien sont contractés à l'avance.

MODULE 1

PRODUCTIONS GÉNÉRALES

Article 6 – Modalités générales applicables (sauf en cas de disposition contraire aux présentes)

- 6.1 Les cachets prévus à cet accord-cadre sont des cachets minimaux. Rien dans cet accord-cadre n'empêche les musiciens de négocier des cachets supérieurs aux minimums prévus.
- 6.2 La convocation d'un musicien doit prévoir une séance minimale de trois (3) heures consécutives. Le cachet de la séance comprend alors un cachet de diffusion et la rémunération applicable à trois (3) heures de travail. Un musicien n'a pas à enregistrer de contenu à moins de contrat préalable en ce sens.

Il n'y a pas de limite au contenu pouvant être enregistré lors d'une séance, à l'exception des dispositions de l'article 22 (*AME*). Toute séance d'enregistrement doit comporter au moins dix (10) minutes de repos par heure et cinq (5) minutes par demi-heure. Ce repos ne se prend pas durant la première demi-heure d'une séance et aucune séance ne doit se poursuivre plus d'une heure et demie sans repos.

- 6.3 Des heures de travail supplémentaires peuvent s'ajouter à une séance minimale. Lorsque la convocation prévoit une séance de cinq (5) heures ou plus, elle peut être scindée en deux (2) segments d'au moins deux (2) heures chacun. La pause entre les segments ne peut pas excéder trois (3) heures.
- 6.4 Le contenu enregistré peut être utilisé, en tout ou en partie, sur toutes les plateformes de la Société, et ce, pendant un (1) an. Toute période d'un (1) an commence le jour de la première utilisation sur une plateforme quelconque. Cependant, lorsque des modalités spécifiques sont précisées ailleurs au présent accord-cadre, par exemple pour les indicatifs musicaux et les musiques d'accompagnement, ces autres modalités s'appliquent.
- 6.5 Si un enregistrement préalable est utilisé à des fins de répétition ou d'enregistrement d'autres éléments d'une émission, les musiciens ayant participé à cet enregistrement préalable sont considérés comme présents et ils sont rémunérés conformément au tarif A3.
- 6.6 Si un musicien est tenu de s'exécuter entre minuit et 8 h ou pendant l'un des jours fériés suivants, une prime de cinquante pour cent (50 %) lui est accordée :

Jour de l'An, Vendredi saint, lundi de Pâques, Fête du Canada, Fête du Travail, Journée nationale de la Vérité et de la Réconciliation, Action de grâce, Noël, Fête de la Reine (au Canada anglais), Journée des patriotes (Québec), Fête nationale (Québec).

- 6.7 Les cachets et les conditions d'engagement de musiciens pour des émissions locales peuvent être négociés entre la section locale concernée et la Société, mais nécessitent l'approbation du Vice-président pour le Canada de l'AFM.
- 6.8 Lorsque la Société engage un musicien et qu'un déplacement est requis, la Société négocie des frais de transport, une indemnité quotidienne et des frais d'hébergement raisonnables, ne pouvant être inférieurs aux frais payables au personnel de la Société.
- 6.9 Sauf disposition contraire au présent accord-cadre, seuls des membres peuvent être engagés pour une exécution ou un service visé par le présent accord-cadre.
- 6.10 Le chef d'orchestre ou le directeur musical est responsable de la sélection des musiciens à être engagés par la Société.
- 6.11 À la demande de la Société, le chef d'orchestre ou le contractant doit fournir les renseignements suivants à la Société dans les meilleurs délais, et jamais moins que quarante-huit (48) heures avant le début de l'engagement : le nom et l'adresse de chaque musicien, les informations de contact ainsi qu'une preuve du statut de membre de l'AFM, y compris leur numéro de membre AFM-ID, le cas échéant. Avant l'exécution des prestations, la Société doit confirmer le statut de membre du ou des musiciens engagés en communiquant avec la section locale où l'exécution doit avoir lieu ou au Bureau national de la FCM. Si le musicien est un non-membre, veuillez-vous référer à l'article 9.1. Ce délai de quarante-huit (48) heures peut faire l'objet d'une renonciation lorsque des renseignements ne sont pas disponibles. Ces renseignements doivent alors être fournis dans les meilleurs délais.
- 6.12 Avant le début de l'engagement, la Société négocie et prépare un contrat conformément aux modalités du présent accord-cadre. La Société dépose le contrat auprès de la section locale compétente dans les trente (30) jours suivant la réception du contrat signé par le chef d'orchestre.
- 6.13 Tous les musiciens engagés doivent être identifiés au contrat.
- 6.14 L'AFM doit tenir à jour une liste conforme de ses membres en Amérique du Nord et en fournir l'accès par Internet à la Société.
- 6.15 Si les renseignements fournis par le chef d'orchestre ou le contractant ne sont pas exacts ou qu'ils ne parviennent pas à la Société en temps utile, le contrat généré par la Société reflète seulement les renseignements fournis, sans que la Société ait à verser de pénalité.
- 6.16 Un contractant (interprète ou non) est nécessaire lorsque dix (10) musiciens ou plus sont engagés (en comptant le chef d'orchestre et le contractant). Le contractant doit :
- a) être présent en tout temps au cours de l'engagement;
 - b) être responsable, au nom du chef d'orchestre, de la sélection des musiciens à être engagés par la Société;
 - c) être responsable de la conduite des musiciens;

d) respecter entièrement les lois et les règlements qui régissent la section locale, les règlements administratifs de la FCM applicables à cet accord-cadre et les dispositions des présentes.

- 6.17 Les contrats des arrangeurs et des copistes doivent être transmis dans un délai de quatorze (14) jours suivant l'achèvement de leur travail et doivent indiquer le cachet devant servir au calcul du régime de retraite (*caisse de retraite des musiciens du Canada*).
- 6.18 La Société peut engager un groupe en particulier pour un nombre donné d'émissions en vertu d'un contrat d'une durée déterminée. Le contrat indique la date, l'heure et le lieu des convocations. Toutefois, il est entendu et convenu que la Société a la faculté de changer le calendrier des convocations pourvu que le chef d'orchestre ou le contractant soit averti par écrit dans les trente (30) jours qui précèdent la convocation. Si la Société ne respecte pas le délai de trente (30) jours, le changement demandé est alors soumis aux modalités de l'article 8 de cet accord-cadre.
- 6.19 La Société paye à chaque musicien individuellement les cachets qui lui reviennent, à moins d'une disposition contraire ailleurs dans cet accord-cadre. Un musicien peut cependant demander par écrit à la Société de remettre ses cachets à un tiers et une copie de sa demande est alors fournie à la section locale. Dans tous les cas, un contrat écrit d'engagement est signé entre la Société et ce musicien. Lorsqu'un musicien est lié par contrat à un tiers qui, à son tour, signe un contrat avec la Société qui prévoit la prestation du musicien, le tiers s'assure du versement approprié des cachets.
- 6.20 Lorsque la Société enregistre une prestation qu'elle ne produit pas, l'employeur principal de la prestation ou de l'engagement doit avoir une entente AFM/FCM dûment signée avec tous les musiciens s'exécutant dans le cadre de l'engagement et déposée auprès de la section locale compétente pour que la Société puisse se prévaloir des tarifs prévus au module 6 [Tarifs C : retransmission]. Pour vérifier l'existence d'une telle entente négociée, la Société transmettra un courriel à l'employeur principal avant l'engagement, avec copie envoyée à la section locale compétente où la prestation a lieu. Si cette entente n'existe pas, la Société est réputée être le producteur de la prestation.
- 6.21 La Société convient de retenir à la source les cotisations professionnelles nationales et locales attestées par écrit par la FCM et/ou ses sections locales. Les sommes ainsi retenues sont remises mensuellement à la section locale compétente ou aux bureaux de la FCM, selon le cas.
- 6.22 Les frais de gestion équivalent à quinze pour cent (15 %) du cachet de base d'un musicien et doivent être versés directement à la section locale compétente pour tous les contrats d'engagement de trois (3) musiciens ou plus, en tenant compte du chef d'orchestre.
- 6.23 Toute modification aux retenues à la source prévues à l'article 6.21 doit être communiquée par écrit par la FCM et/ou sa section locale compétente au(x)

représentant(s) désigné(s) de la Société au moins deux (2) mois civils avant la date d'entrée en vigueur de la modification.

- 6.24 Tous les musiciens liés par un contrat personnel de services à un orchestre symphonique canadien reconnu et les musiciens qui participent à l'enregistrement du contenu seront engagés et payés, à l'exception des musiciens en congé sabbatique au moment de l'enregistrement.
- 6.25 La Société paye les cachets au plus tard vingt-et-un (21) jours civils après la date de l'engagement. Ce paiement doit être effectué à la date d'échéance ou avant. Si la FCM ou la section locale compétente avise la Société que le paiement d'un cachet initial est en retard et que le paiement n'est toujours pas effectué quatorze (14) jours civils qui suivent cet avis, le musicien visé a droit à une indemnité supplémentaire de deux pour cent (2 %) par mois à compter de la date de l'avis. Les parties conviennent que les retards de paiement ne constituent pas une pratique acceptable, et la Société convient de tout faire pour remédier à la situation lorsque la responsabilité lui incombe.
- 6.26 Lorsque la Société engage des membres, elle leur fournit des installations adéquates en matière d'hygiène, de sécurité, de confort et de commodité sur le lieu de l'engagement.
- 6.27 La FMC et la Société s'accordent sur le fait que tout individu devrait pouvoir travailler sans crainte d'être harcelé ou victime de violence, dans un environnement sécuritaire et sain. La FMC, la Société, les musiciens et toutes les autres personnes visées par le présent contrat s'engagent à respecter les politiques de la Société à ce propos et à garantir un environnement de travail exempt de harcèlement sexuel, racial ou personnel, de violence et de discrimination, conformément à la loi en vigueur.
- 6.28 Si, dans une émission de la Société, une autre association d'artistes a droit à une mention au générique, la FCM a droit à une mention équivalente. Au Québec, le logo de la Guilde doit également figurer au générique de fin. La FCM et la Guilde mettront à la disposition de la Société ou des producteurs externes les logos et/ou mentions dans le format requis.
- 6.29 Un conseiller de son engagé par contrat distinct afin d'aider ou de conseiller le réalisateur ou le technicien du son quant à la qualité sonore de la musique est rémunéré selon le tarif A7, pour un minimum de trois (3) heures. Les employés de la Société (y compris les réalisateurs) ne peuvent pas être engagés par contrat de l'AFM à titre de conseiller de son lorsqu'ils sont engagés à d'autres titres pour la même émission ou le même engagement.
- 6.30 Les musiciens engagés indiqueront à la Société si leur(s) instrument(s) a/ont besoin d'être manipulé(s) d'une certaine façon ou de recevoir des traitements particuliers. La Société s'emploiera à répondre à toutes ces éventuelles requêtes.

Article 7 – RÉPÉTITIONS ET AUDITIONS

7.1 Répétitions de musique non enregistrées (comprenant les réchauffements et les après-spectacles)

- a) Une répétition minimale d'une (1) heure est permise si la Société le requiert, pourvu qu'elle soit accolée à une séance d'enregistrement et qu'elle se termine dans les trente (30) minutes précédant le début de la séance d'enregistrement.
- b) Une séance minimale de deux (2) heures est permise si la Société le requiert, pourvu qu'elle ne soit pas accolée à une autre séance d'enregistrement le même jour comprenant des réchauffements et des après-spectacles.
- c) Une séance de répétition de musique est séparée d'une convocation à une séance d'enregistrement : aucun enregistrement ou enregistrement vidéo n'est permis, à moins de verser les cachets appropriés de la façon prévue à cet article. Le cachet d'une répétition non enregistrée est payable aux musiciens conformément au tarif A7, le chef d'orchestre et le contractant ayant droit à un cachet double, le cas échéant. Une prolongation se calcule au prorata en segments d'une demi-heure chacun.
- d) Les heures additionnelles, s'il y a lieu, sont calculées au prorata en segments de trente (30) minutes. Un maximum de deux (2) segments de trente (30) minutes est permis à titre de prolongation d'une séance de répétition de deux (2) heures.

Sans enregistrement : Le tarif A7 par heure de répétition non enregistrée. Séance minimale de trois (3) heures.

Avec enregistrement : Le tarif A7 par heure de répétition enregistrée, plus cinquante pour cent (50 %) à titre de cachet de diffusion (Tarif A4). Séance minimale de trois (3) heures

Diffusions : si le contenu enregistré est diffusé, un cachet de diffusion supplémentaire de 50 % (Tarif A4) est payé à chaque musicien ayant participé à la répétition.

Les modalités d'engagement et/ou pourcentages de majoration s'appliquent.

7.2 Auditions

Tous les musiciens qui participent à une audition d'artiste, où qu'elle ait lieu, reçoivent un cachet de non-radiodiffusion selon le tarif A3.

Les auditions peuvent être enregistrées, sous réserve des conditions suivantes :

- a) Si l'audition est diffusée, les musiciens ayant participé à son enregistrement reçoivent le cachet supplémentaire de diffusion prévu au tarif A2;
- b) Sous réserve de l'article 7.2 a), la Société ne fera aucune présentation publique de l'enregistrement de l'audition, que ce soit dans une émission, une salle de

- spectacle ou autrement, sauf en privé à i) des responsables d'émissions de la Société, et ii) des clients ou des annonceurs publicitaires éventuels en vue de leur vendre une émission dont l'enregistrement constitue un échantillon;
- c) Si la Société conserve des exemplaires d'un enregistrement d'audition, les dispositions des présentes doivent être apposées sur chaque exemplaire;
 - d) Un accompagnateur qui a participé à une audition vocale, instrumentale ou dramatique est payé conformément au tarif A7, pourvu que la prestation ne soit pas diffusée ou autrement présentée au public.

Article 8 – FORCE MAJEURE, REMISE ET ANNULATION

- 8.1 Malgré l'article 16.2 f), et l'article 8.3, si un engagement ne peut avoir lieu à cause d'un incendie, une inondation ou une autre catastrophe semblable, un règlement ou une ordonnance gouvernementale émise en cas d'urgence nationale (« Force Majeure »), la Société n'aura pas à payer le Musicien à l'exception des dépenses personnelles déjà engagées et heures précédemment travaillées pour cet engagement si la Société avise le vice-président pour le Canada de l'AFM et le chef d'orchestre ou contractant de la situation au moins quarante-huit (48) heures avant la date prévue de l'engagement. Si la Société est incapable d'aviser le vice-président pour le Canada de l'AFM et le chef d'orchestre ou contractant durant cette période, la Société paiera la moitié du Cachet de base d'un Musicien en plus des montants totaux prévus ci-haut en mode souligné. La Société fournira les meilleurs efforts pour réengager les membres touchés par la présente disposition afin qu'ils fournissent leurs services dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date des prestations prévues au contrat original ou à une date convenue entre la Société et le Musicien visé. Si l'un des musiciens engagés pour la séance remise n'est pas en mesure d'accepter la nouvelle date fixée ou que ses services ne sont plus requis, il reçoit le cachet originellement prévu. Dans la situation où la Société ne réengage pas les Musiciens visés, les Musiciens devront être payés le reliquat du cachet initialement prévu.
- 8.2 Dans l'éventualité où la Société annule un engagement pour toute autre raison que Force majeure et est incapable de prévoir à nouveau un engagement à une date mutuellement convenue et convenable pour la Société et le musicien, le Musicien sera payé le cachet initialement prévu.
- 8.3 Dans l'éventualité où la Société reporte un engagement à plus tard le même jour, le Musicien sera payé au tarif A7 pour chaque heure entre la fin de l'engagement initial et le début de la nouvelle heure d'engagement. Si un des Musiciens engagés ne peut accepter la nouvelle heure d'engagement fixée ou si ces services ne sont pas requis, ils seront payés le cachet initialement prévu.
- 8.4 Dans le cas d'une Retransmission où la Société n'est pas le principal employeur mais que pour les raisons prévues à l'article 6.20, elle paie un tarif autre que celui prévu au module 4, la Société fera les meilleurs efforts pour enregistrer une autre prestation des Musiciens.

Si la Retransmission est annulée pour cause de force majeure, la Société ne sera pas tenue de payer les Musiciens.

Article 9 – ENGAGEMENT DE NON-MEMBRES

9.1 Permis d'adhésion temporaire/non-membres

Les musiciens qui ne sont pas membres de l'AFM peuvent être engagés conformément aux dispositions suivantes selon les modalités précisées ci-dessous :

Ces modalités ne s'appliquent qu'aux **citoyens canadiens** et aux **résidents permanents du Canada**.

- A. Cette disposition portant sur les permis d'adhésion temporaires s'applique à tous les engagements visés par cet accord-cadre. Les copistes engagés en vertu de l'article 17, les arrangeurs engagés en vertu de l'article 18, et les musiciens jouant des AME, engagés en vertu de l'article 22 ou du module 2, ne peuvent être engagés conformément aux dispositions relatives au permis d'adhésion temporaire, à l'exception des musiciens jouant des AME dans un groupe autonome dans le cadre d'un engagement en direct.
- B. Un musicien engagé en vertu d'un permis d'adhésion temporaire ne peut pas remplir les fonctions de chef d'orchestre ou de directeur musical, à moins que la formation musicale soit entièrement composée de détenteurs de permis temporaires.
- C. Les frais de permis d'adhésion temporaire sont déduits du cachet de base du non-membre et s'élèvent à soixante-quinze dollars (75 \$).
- D. Les retenues applicables au permis d'adhésion temporaire et les autres paiements prévus au présent article 9 sont remis mensuellement par la Société à la section locale compétente à l'égard de la prestation.
- E. Le chef d'orchestre et/ou le contractant et la Société s'acquitteront de leurs responsabilités respectives énoncées à l'article 6.11. La section locale ou le Bureau de la FCM nationale selon, devra répondre à la Société et fournir en temps opportun un numéro de permis d'adhésion temporaire au nom de chacun des Musiciens non-membres admissible.
- F. En cas de substitution ou de circonstances imprévisibles, la FCM fournira directement une réserve de permis d'adhésion temporaires en blocs de cent (100) lorsque la section locale où l'exécution doit avoir lieu ne peut être rejointe. (À n'utiliser qu'en cas d'urgence.)
- G. Sous réserve de l'article 6.15, si la Société engage un musicien non-membre sans obtenir un permis d'adhésion temporaire avant la prestation, elle verse une amende de deux cent cinquante dollars (250 \$). La pénalité ne s'applique pas lorsque la Société a fourni les meilleurs efforts pour contacter la section locale ou le Bureau national de la FCM avant l'engagement afin d'établir le statut d'adhésion du ou des Musiciens engagés.

9.2 **Musiciens non canadiens et/ou non-résidents**

Si les dispositions de l'article 9.1 ci-dessus ne sont pas applicables, la Société verse un frais de cent vingt-cinq dollars (125 \$) par musicien à la section locale où l'exécution doit avoir lieu ou le Bureau national de la FCM.

9.3 La Société peut utiliser, sans avoir à payer la FCM, les prestations et les services de non-membres tombant dans les catégories suivantes :

- a) Les enseignants et les élèves d'écoles primaires participant à des émissions produites par la Société à l'usage des écoles primaires qui ne sont pas diffusées en heures de pointe, et auxquelles ne participent pas des acteurs ou chanteurs professionnels;
- b) Les participants à un office religieux courant, diffusé du lieu même du culte et pendant l'office, lorsque cette émission est réalisée par le service des émissions religieuses de la Société (pour les émissions religieuses spéciales, voir l'article 10.3);
- c) Les groupes amateurs, pourvu qu'aucun musicien ne joue pour la Société plus d'une (1) fois par exercice financier. La Société avise la FCM la section locale où l'exécution doit avoir lieu de l'utilisation d'un groupe amateur. La Société ne programmera pas plus de six (6) émissions de ce genre par exercice. La FCM doit être mentionnée de façon appropriée au générique de chacune des émissions auxquelles s'applique le présent article. S'il y a des membres de l'AFM parmi le groupe amateur, il peut figurer ou jouer sans cachet, pourvu qu'il soit membre authentique du groupe amateur;
- d) Les participants à des émissions vouées à la découverte de nouveaux talents où concourent des instrumentistes amateurs, pourvu qu'un ensemble d'au moins dix (10) membres soit engagé afin de jouer pour l'émission, y compris pendant les répétitions.

Article 10 – EXÉCUTIONS ACCESSOIRES

10.1 Nonobstant toute autre disposition de cet accord-cadre, la Société peut, sans payer de cachet en ce qui concerne la FCM, diffuser :

- a) Une entrevue avec un membre, en sa qualité de musicien, qui peut jouer un instrument de musique à des fins d'illustration pendant une (1) minute au maximum. Les parties conviennent que la Société ne peut pas exiger d'un membre qu'il participe à une entrevue comme condition d'engagement en qualité de membre.
- b) Une prestation en public par des musiciens, soit en direct soit au moyen d'un enregistrement, ou un extrait d'une émission de Radio-Canada présenté dans le cadre d'une émission magazine ou de nouvelles réalisées en raison du caractère d'actualité de la prestation ou pour promouvoir les exécutants à condition que la retransmission ne dure pas plus de quatre (4) minutes ni ne soit subdivisée et qu'un maximum de trois (3) de ces extraits ou enregistrements provenant d'émissions différentes soient diffusés par période de trente (30) minutes. Ces prestations doivent être enregistrées au cours d'une (1) même heure. Il est entendu que ces enregistrements ne peuvent être diffusés dans le cadre de documentaires

sans la permission au préalable du vice-président de l'AFM au Canada. Il est en outre entendu que la Société n'utilisera pas les dispositions du présent article pour produire des émissions de vidéoclips. Les parties conviennent en outre que si une exécution revêt un intérêt légitime dans le contexte de l'actualité, la Société pourra demander une dérogation aux restrictions du présent article, dérogation qui ne lui sera pas refusée sans motif raisonnable.

- c) Il est entendu que cette limite de quatre (4) minutes ne s'applique pas à la diffusion ou à l'enregistrement des visites du monarque régnant au Canada ou de son consort, ou les cérémonies publiques où figure son représentant (le gouverneur général du Canada ou le lieutenant-gouverneur d'une des provinces). Les parties conviennent que la restriction de quatre (4) minutes ne s'applique pas à la diffusion ou à l'enregistrement des visites de la Reine du Canada en titre ou de son conjoint ou à la participation officielle de son représentant (soit le gouverneur général du Canada et les lieutenants-gouverneurs de chaque province).
- d) L'exécution musicale consistant en une annonce publicitaire (anciennement appelée « jingle » ou « spot » publicitaire) relative à tout genre d'émission, à condition que cette annonce publicitaire ait été enregistrée conformément aux règlements de la FCM régissant les enregistrements commerciaux, sous réserve que le droit conféré par le présent article soit toujours soumis aux conditions et limites établies dans tout contrat intervenu entre l'annonceur publicitaire et un membre relativement à ladite annonce publicitaire.

10.2 Dans tous les cas, la section locale où l'exécution doit avoir lieu doit être avertie à l'avance des intentions de la Société d'utiliser cette disposition de l'entente-cadre.

10.3 **Émissions religieuses spéciales**

Lorsque la Société se propose de diffuser un oratorio d'importance majeure auquel participeront des membres, la Société s'engage à aviser la section locale de l'AFM deux (2) semaines avant l'enregistrement pour déterminer le statut de l'employeur principal.

Article 11 – FRAIS DE TRANSPORT ET DE DÉPLACEMENT

Que l'employeur principal soit la Société ou un autre producteur :

11.1 Sous réserve de l'obtention d'une autorisation préalable, la Société verse un minimum de soixante-quinze dollars (75 \$) pour le transport de l'un des instruments mentionnés au présent article, requis aux fins de l'engagement. Les frais de transport comprennent l'installation et l'enlèvement de l'instrument :

- a) Les instruments à percussion (y compris les timbales, la batterie, les instruments à marteaux et les instruments de musique électronique avec matériel d'amplification connexe, le cas échéant);
- b) La guitare électrique et la basse électrique seulement lorsqu'amplificateurs et équipement électronique connexe sont nécessaire;
- c) La harpe;

- d) Les instruments à clavier et l'équipement connexe non fourni par la Société;
- e) La contrebasse, le tuba, le violoncelle, le saxophone baryton, le saxophone contrebasse et le contrebasson;
- f) Les autres instruments de plus de vingt-cinq kilogrammes (25 kg).

Article 12 – MAJORATIONS

Productions de la Société

- 12.1 Lorsqu'un engagement prévoit au moins huit (8) instruments à cordes, la Société doit engager un premier violon d'un orchestre, qui est chargé de marquer les coups d'archet et reçoit le cachet de base d'un musicien, majoré de cinquante pour cent (50 %) à chaque engagement, y compris les heures additionnelles de travail.
- 12.2 Un soliste ne reçoit jamais moins que le double du cachet de base d'un musicien à l'égard d'un engagement.
- 12.3 Un musicien individuel ne peut pas recevoir moins que le double du cachet de base d'un musicien à l'égard d'un engagement, sauf si le musicien accompagne un chanteur n'étant pas visé par le présent accord-cadre. Dans ce cas-là, le musicien individuel reçoit le cachet de base d'un musicien, majoré de cinquante pour cent (50 %).
- 12.4 Un musicien vedette reçoit le cachet de base d'un musicien, majoré de cinquante pour cent (50 %).
- 12.5 Un harpiste engagé en vertu de cet accord-cadre reçoit le cachet de base d'un musicien, majoré de cinquante pour cent (50 %).
- 12.6 Un batteur qui joue de la batterie, engagé en vertu de cet accord-cadre reçoit le cachet de base d'un musicien, majoré de vingt-cinq pour cent (25 %).
- 12.7 Un musicien engagé afin de jouer du marimba en vertu de cet accord-cadre reçoit le cachet de base d'un musicien, majoré de cinquante pour cent (50 %).
- 12.8 Dans les émissions de variétés seulement, lorsque trois (3) musiciens ou plus sont engagés dans la section des trompettes dans une formation musicale, la première trompette est payée au tarif de vingt-cinq pour cent (25 %) au-dessus du cachet de base d'un musicien. De plus, si un musicien est engagé dans une émission de variétés à titre de première trompette et qu'un AME simule au moins deux (2) trompettes, ce musicien reçoit le cachet de base d'un musicien, majoré de vingt-cinq pour cent (25 %). Voir Module 3.
- 12.9 Les chefs d'orchestre, les directeurs musicaux et les musiciens seuls reçoivent le double du cachet de base d'un musicien.

Article 13 – CUMUL DANS LES PRODUCTIONS DE LA SOCIÉTÉ

Lorsqu'un cumul est requis par la Société ou la partition, les conditions suivantes s'appliquent :

- 13.1 Les cumuls suivants par des instrumentistes sont permis sans qu'il soit nécessaire de payer de cachet supplémentaire :
- a) piano et célesta, quand la Société les fournit;
 - b) deux (2) instruments quelconques de la famille des clarinettes, sauf la clarinette basse, la clarinette en mi bémol ou la clarinette contrebasse;
 - c) deux (2) instruments quelconques de la famille des saxophones, sauf le saxophone basse, le saxophone soprano ou le saxophone baryton;
 - d) deux (2) instruments de la famille des guitares autres que la guitare à cordes d'acier, le dobro et la basse électrique; étant entendu que le musicien qui joue de la guitare acoustique et de la guitare électrique est réputé cumuler des instruments;
 - e) guitare à cordes d'acier et dobro.
- 13.2 À l'exception des cumuls autorisés selon l'article 13.1, un instrumentiste qui joue de façon cumulée de tout autre instrument ou qui chante, reçoit, en plus du cachet de base d'un musicien, une majoration de trente pour cent (30 %) de ce cachet de base pour le premier cumul et de quinze pour cent (15 %) pour chaque cumul supplémentaire. (Cet article ne vise pas à contourner une autre entente entre la Société et la FCM et/ou l'UDA.)
- 13.3 Les instruments qu'un percussionniste peut avoir à jouer sont divisés dans les six (6) catégories suivantes :
1. **Timbales**
 2. **Instruments à marteau** – Le percussionniste peut jouer seulement trois (3) des instruments à marteaux suivants. Pour chaque instrument à marteaux additionnel joué, le cachet de cumul est versé conformément à l'article 13.2 :
 - a) xylophone
 - b) vibraphone
 - c) Marimba
 - d) carillon à tubes
 - e) cloches d'orchestre (glockenspiels, jeu de timbres)
 - f) Crotales
 - g) autres instruments acoustiques à marteaux ou à clavier diatoniques ou chromatiques.
 3. **Batterie** – La batterie comprend la grosse caisse, la caisse claire, les toms, les « rototoms » (toms rotatifs), les cymbales doubles (« hi-hat pedal »), les cymbales, les cloches de vache et les blocs de bois.
 4. **Instruments de musique électronique (AME)** – Les instruments de musique électronique comprennent tous les instruments électroniques à marteaux, à clavier,

à clés ou à déclenchement utilisés conjointement avec des modules de son ou des dispositifs d'échantillonnage qui sont joués par le percussionniste.

5. **Instruments à percussion traditionnels et à effets sonores** – Les instruments à percussion traditionnels et à effets sonores comprennent les instruments à percussion sans hauteur tonale qui font partie du répertoire symphonique habituel, y compris, notamment, les instruments ci-dessous :

- grosse caisse de concert
- caisse claire (tambour militaire, caisse roulante, caisse de parade)
- cymbales et cymbales suspendues
- effets sonores (flûte à coulisse, « pop gun », klaxon de voiture, fouet, clé à rochet, etc.)
- Gong et tam-tam
- tambourin, triangle, castagnettes, carillon éolien, pavillon chinois, bloc de bois

6. **Instruments à percussion du Monde** – La catégorie des instruments à percussion latins englobe les tambours à main (« hand drums »), les hochets, les cloches, les crécelles et les instruments à percussion similaires qui ne font pas partie du répertoire symphonique habituel, y compris, notamment, les instruments ci-dessous :

- Congas,
- Bongos
- Timbales (y compris les cloches à vache et les cymbales)
- Hochets, maracas, calebasses, claves
- Gong et tam-tam
- Tambourin, triangle, castagnettes, carillon éolien, pavillon chinois, bloc de bois
 - a) Un percussionniste n'est engagé que pour une (1) seule des six (6) catégories d'instruments et doit en être informé par le directeur musical ou le chef d'orchestre avant l'engagement.
 - b) Un percussionniste peut cumuler un ou plusieurs instruments dans une (1) catégorie autre que celle de son engagement.
 - c) Un percussionniste peut jouer un, plusieurs ou tous les instruments compris dans la catégorie pour laquelle un Musicien a été engagé sans demander le cachet de cumul. Lorsqu'un instrument d'une autre catégorie est joué, le cachet de cumul s'applique à chaque instrument supplémentaire.

13.4 Un musicien engagé à titre de percussionniste peut jouer tous les instruments de l'une (1) des six (6) catégories précisées, et ce, sans cachet supplémentaire. Si le percussionniste doit jouer des instruments dans plus d'une (1) catégorie, le cachet de cumul s'applique conformément à l'article 13.3. Si les instruments figurent dans plus d'une (1) catégorie (par exemple, les catégories 5 et 6), le contractant ou le chef d'orchestre, établi, de concert avec le percussionniste, la catégorie qui s'applique.

- 13.5 Lorsque des groupes autonomes sont engagés, une prime s'applique sur le cachet de base de musicien de chacun des musiciens du groupe. Cette prime s'élève à 50 % pour chaque musicien pour tout groupe autonome de deux personnes, et à 30 % pour chaque musicien pour tout groupe autonome de trois personnes ou plus. Les cachets de chef d'orchestre et les cumuls ne s'appliquent pas lorsque des groupes autonomes sont engagés.

Article 14 – HABILLAGE (COSTUMES ET/OU MAQUILLAGE COMPRIS)

- 14.1 Lorsqu'un musicien est convoqué à une séance d'habillage, de coiffure ou de maquillage, il reçoit un cachet d'un minimum de deux (2) heures au tarif horaire A7. Si plus de deux (2) heures y sont consacrées, il est payé en segments d'une demi-heure chacun.
- 14.2 Si la Société exige qu'un musicien loue un costume, elle lui rembourse le montant de la location sur présentation du reçu.
- 14.3 S'il est nécessaire de retoucher ou de refaire le maquillage d'un musicien, la retouche ou le remaquillage n'a pas lieu durant les intervalles de repos.

Article 15 – CAISSE DE RETRAITE DES MUSICIENS DU CANADA

- 15.1 La Société contribue l'équivalent de douze et demi pour cent (12.5 %) des cachets prévus au contrat à l'égard des services visés par cet accord-cadre à la caisse de retraite des musiciens du Canada, créée conformément à une convention et déclaration de fiducie datée du 9 avril 1962 (le « régime de retraite »). Les contributions de pension doivent être envoyées à la section locale qui a juridiction selon l'endroit où l'engagement du Musicien a lieu. La section locale doit faire suivre les contributions de pension au MPF Canada au nom de la Société. La FCM prend la pleine et entière responsabilité pour le transfert approprié des contributions de pension et conséquemment, la FCM dégage la Société de toute obligation ou responsabilité à cet égard.
- 15.2 Les cotisations de la Société sont calculées en fonction des cachets prévus au contrat, à l'exception des frais de transport, des cachets excédentaires, des frais de déplacement et des indemnités journalières.

Article 16 – CATÉGORIES PARTICULIÈRES

16.1 Entrevues avec des musiciens

a) Courtes entrevues :

Pour les entrevues avec des musiciens dont la durée ne dépasse pas quinze (15) minutes pour une émission magazine dont la portion musicale n'excède pas six (6) minutes, les musiciens sont rémunérés selon le tarif C1 applicable aux retransmissions d'une (1) heure, par musicien. Ce cachet comprend une (1) heure de travail. Tout travail dépassant une (1) heure est rémunéré conformément au tarif de travail A7, sur une base horaire. Les années supplémentaires sont rémunérées conformément au tarif A5.

Si la portion musicale excède six (6) minutes, la Société paiera le tarif A5 par minute additionnelle pour un maximum de deux (2) minutes additionnelles de musique.

b) Longues entrevues :

Pour les entrevues avec des musiciens dont la durée ne dépasse pas trente (30) minutes pour une émission magazine dont la portion musicale n'excède pas douze (12) minutes sont rémunérées selon le tarif C2 applicable aux retransmissions, par musicien. Ce cachet comprend deux (2) heures de travail. Tout travail dépassant deux (2) heures est rémunéré conformément au tarif de travail A7, sur une base horaire. Les années supplémentaires sont rémunérées conformément au tarif A7.

Si la portion musicale excède douze (12) minutes, la Société paiera le tarif A5 par minute additionnelle pour un maximum de deux (2) minutes additionnelles de musique.

16.2 Permis d'adhésion temporaire pour des entrevues avec des musiciens : 75 \$.

Les cachets doubles pour le chef d'orchestre ou le musicien seul **ne s'appliquent pas** à cet article.

Musiciens figurants

a) Mime seulement - Un musicien filmé alors qu'il mime une prestation à l'aide d'un instrument de musique, aucun son n'étant enregistré, doit être engagé comme suit :

- i) Tarif B10, par musicien, pour une séance de huit (8) heures; les chefs d'orchestre ou musiciens seuls ont droit à un cachet double;
- ii) Les heures supplémentaires sont calculées au prorata en segment de trente (30) minutes;

- b) Figuration et enregistrement** — Un musicien qui est enregistré tout en agissant simultanément à titre de figurant est rémunéré selon le tarif B11 pour une séance de trois (3) heures. Si la séance dépasse trois (3) heures, la séance du figurant de huit (8) heures sera rémunérée selon les tarifs B10 et B1 à la place.
- c) Enregistrement de musique à des fins de figuration** — Un musicien enregistrant de la musique à des fins de figuration sera rémunéré au tarif B1. De la musique ainsi enregistrée ne pourra être utilisée qu'en parallèle avec le programme d'origine.
- d) Autres dispositions**
- i. Une pause-repas d'au moins une (1) heure doit être accordée après un maximum de cinq (5) heures de séance de figuration.
 - ii. La pause-repas s'ajoute aux pauses habituelles de dix (10) minutes par heure de séance.
- e) Avis de convocation** — Les convocations de musiciens figurants doivent se faire au plus tard à 18 h la veille de la date prévue, sauf en cas d'urgence ou si les musiciens figurants reçoivent la convocation à la fin d'une journée de tournage pour le lendemain.
- f) Annulation de convocation** — La Société a le droit d'annuler une convocation pour l'un des motifs suivants hors de son contrôle :
- i) La maladie d'un des artistes principaux;
 - ii) Un incendie, une inondation ou toute autre catastrophe du même genre;
 - iii) Le respect des règlements ou une ordonnance gouvernementale émise en cas d'urgence nationale.

Si une telle annulation survient, le musicien concerné recevra cinquante pour cent (50 %) du cachet de base d'un musicien pour une séance.

Article 17 – COPIE

- 17.1 La Société convient que les copistes engagés à titre de pigistes et d'entrepreneurs indépendants sont régis par cet accord-cadre. Les parties reconnaissent cependant que les copistes ne sont pas assujettis à l'accréditation accordée à l'AFM en vertu de la *Loi sur le statut de l'artiste* et que la Société conclut le présent accord-cadre de son gré. Si la *Loi* est modifiée de manière à s'étendre aux copistes, cet accord-cadre sera réputé s'appliquer à ces derniers.
- 17.2 Les parties conviennent que le présent article n'englobe pas la copie automatique de musique au moyen d'un ordinateur intégré à un AME.

- 17.3 Toute copie de musique instrumentale ou vocale exécutée à la demande de la Société, de ses employés ou mandataires, doit être faite par des membres.
- 17.4 Tout travail visé par cet accord-cadre doit faire l'objet d'un contrat type SRC/FCM et être rémunéré au moins selon le tarif prévu à l'article 17.13. Le travail effectué selon cet article peut être utilisé en tout ou en partie conformément à l'article 6.4 ou à l'article 21.1, selon le cas.
- 17.5 Les copistes reçoivent des cachets pour la réutilisation de leur travail, établis sur la même base que les redevances des musiciens et des arrangeurs selon cet accord-cadre.
- 17.6 Lorsque la Société recourt aux services de membres pour un engagement hors de la ville, elle verse aux copistes les indemnités prévues ailleurs dans cet accord-cadre, équivalant à celles versées aux musiciens s'exécutant dans le cadre de l'engagement.
- 17.7 Les copistes apposeront leur nom, le numéro de leur section locale et la date sur leur travail. Le nom, le numéro de la section locale et la date doivent aussi être apposés sur les transparents (Deschon) destinés à la reproduction.
- 17.8 Le cachet minimal pour une affectation quelconque ne sera pas inférieur à celui fixé pour une convocation de trois (3) heures au tarif horaire applicable.
- 17.9 Les copistes ont droit aux taux de prime suivants :
- a) Pour le travail devant être accompli entre minuit et 8 h, à la demande de la Société, cent cinquante pour cent (150 %).
 - b) Pour le travail devant être accompli un jour férié (voir la liste à l'article 6.6) à la demande de la Société, cent cinquante pour cent (150 %).
- 17.10 Les cotisations à la caisse de retraite des musiciens du Canada (le « régime de retraite ») selon cet accord-cadre visent également les copistes.
- 17.11 Les contrats doivent être présentés dans les quatorze (14) jours qui suivent l'achèvement du travail et ils doivent être payés dans les quatorze (14) jours qui suivent leur réception. Si les contrats sont présentés après quatorze (14) jours, le paiement peut se faire dans les vingt-huit (28) jours qui suivent la réception du contrat.
- 17.12 Il faut présenter un contrat distinct pour une copie faite dans le cadre d'un engagement. Aucun membre ne peut négocier un contrat avec la Société pour fournir tous les services normalement associés à la préparation de la musique et ensuite payer des sous-traitants; c'est donc dire que tout copiste doit être payé directement par la Société.

17.13 **Cachet pour la copie**

Tarif horaire A7, avec convocation minimale de trois (3) heures, tel que convenu au préalable.

17.14 **Règles applicables à la copie**

1. Les services de copie impliquant des complexités liées à la notation de partition non conventionnelle seront payés au tarif A7 majoré de vingt-cinq pour cent (25 %).
2. Les routines particulières (dont l'édition) demandées par la Société, nécessitant que deux (2) partitions ou parties orchestrales ou plus soient utilisées ou mentionnées lors de l'extraction des parties, seront payées à cent cinquante pour cent (150 %). Cela s'applique également à la copie d'une ébauche de partition.

Article 18 – ARRANGEMENT ET ORCHESTRATION

- 18.1 Les arrangements et l'orchestration de musique, instrumentale ou vocale, faits dans un territoire sous la compétence de la FCM à la demande de la Société, ses employés ou ses mandataires seront faits par des membres et rémunérés au minimum selon les cachets prévus à l'article 18.11. Le travail effectué conformément à cet article peut être utilisé en tout ou en partie conformément à l'article 6.4 ou à l'article 21.1, selon le cas.
- 18.2 Les arrangeurs reçoivent des redevances de réutilisation de leur travail, établies sur la même base que les redevances des musiciens et des copistes selon cet accord-cadre.
- 18.3 Aucun frais d'utilisation d'espace ni commission ne peuvent être déduits des cachets payables selon cet article.
- 18.4 Lorsque la Société recourt aux services de membres pour un engagement hors de la ville, elle verse aux arrangeurs les indemnités prévues ailleurs dans cet accord-cadre, équivalant à celles versées aux musiciens s'exécutant dans le cadre de l'engagement.
- 18.5 Les arrangeurs doivent apposer sur leur partition le sceau officiel de leur section locale et y indiquer clairement la date où le travail a été fait.
- 18.6 Les arrangeurs bénéficient des primes suivantes :
- a) Pour le travail devant être accompli entre minuit et 8 h, à la demande de la Société, cent cinquante pour cent (150 %).
 - b) Pour le travail devant être accompli un jour férié (liste mentionnée à l'article 6.6) à la demande de la Société, cent cinquante pour cent (150 %).

- 18.7 Les contributions à la caisse de retraite des musiciens du Canada (le « régime de retraite ») selon cet accord-cadre visent également les arrangeurs.
- 18.8 Les contrats doivent être présentés dans les quatorze (14) jours qui suivent l'achèvement du travail et les paiements sont effectués dans les quatorze (14) jours qui suivent leur réception. Si les contrats sont présentés après quatorze (14) jours, le paiement peut se faire dans les vingt-huit (28) jours qui suivent la réception du contrat.
- 18.9 Il faut présenter un contrat distinct pour un arrangement fait dans le cadre d'un engagement. Aucun membre ne peut négocier un contrat avec la Société pour fournir tous les services normalement associés à la préparation de la musique et ensuite payer des sous-traitants; c'est donc dire que tout arrangeur doit être payé directement par la Société. Le nom de l'arrangeur-orchestrateur doit être mentionné au contrat, ainsi que le NAS, l'adresse et le détail des sommes exigées pour le travail accompli.
- 18.10 Les conditions suivantes s'appliquent aux arrangements et à l'orchestration :
1. Le cachet payable pour les arrangements et l'orchestration selon l'article 18 ne comprennent aucune copie et aucune composition.
 2. Les parties vocales sont considérées comme des parties instrumentales. Lorsqu'il faut mettre les paroles, celles-ci comptent comme une partie instrumentale additionnelle.
 3. Lorsqu'une partition comprend une partition vocale, chaque partie vocale peut être comptée comme une pièce instrumentale additionnelle.
 4. La Société a le droit à une demi-heure de consultation pour chaque arrangement commandé sans avoir à payer de cachet supplémentaire.
- 18.11 Voir module 6 pour obtenir les cachets applicables aux arrangements et à l'orchestration.

Article 19 – COMPOSITION

- 19.1 Les parties reconnaissent que, parmi les compositeurs, l'AFM a compétence à l'égard de ses membres seulement et, le cas échéant, seulement afin d'effectuer les calculs nécessaires aux fins de leur régime de retraite. Les parties conviennent également que la compétence de l'AFM ne s'étend pas aux membres de la *Société professionnelle des auteurs et compositeurs du Québec* (SPACQ), qu'ils soient membres ou non de l'AFM.
- 19.2 Les membres de l'AFM chargés de composer de la musique instrumentale ou vocale sont admissibles au régime de retraite prévu à l'article 15 de cet accord-cadre. Le calcul des cotisations à ce régime se base sur des cachets ne pouvant pas être inférieurs aux cachets prévus au module 6. Un contrat AFM sera déposé auprès de la section locale, aux seules fins du régime de retraite.
- 19.3 Les membres doivent signer tout le travail effectué conformément à cet article en fournissant leur nom, leur section locale et la date à laquelle leur travail a été effectué.

19.4 Voir le module 6 pour obtenir les cachets de composition aux seules fins du régime de retraite.

Article 20 – MUSICOTHÉCAIRES

20.1 La Société convient que les musicothécaires qui sont engagés à titre de pigistes et d'entrepreneurs indépendants sont régis par cet accord-cadre.

20.2 Un musicothécaire qui joue dans le cadre d'un engagement doit être membre et reçoit un supplément de vingt-cinq pour cent (25 %) de son cachet de base d'un musicien pour l'engagement, y compris ses heures additionnelles. Ses fonctions supplémentaires se limitent strictement à celles d'un musicothécaire.

20.3 Le musicothécaire qui ne joue pas, mais dont l'engagement a été approuvé par la Société doit être membre et reçoit au moins le cachet de base d'un musicien pour l'engagement, y compris les heures additionnelles.

MODULE 2

Article 21 – MUSIQUE D'ACCOMPAGNEMENT ET INDICATIF MUSICAL

- 21.1 Le contenu produit conformément à ce module 2 est cédé à la Société en exclusivité. Le paiement des cachets prévus aux présentes permet une utilisation sur toutes les plateformes de la Société. Cependant, une piste musicale enregistrée doit exclusivement servir à accompagner (en étant synchronisée avec) l'émission ou la série pour laquelle la partition a été originellement faite, avec les exceptions suivantes :
- a) Les clips d'émissions, de films ou de séries (qui comprennent des pistes musicales), peuvent servir à faire des bandes-annonces (y compris des publicités en salle ou à la télévision) pour ces mêmes émissions, films ou séries; et
 - b) La production d'enregistrements de bandes sonores, sans verser de cachets supplémentaires aux musiciens ayant participé à l'enregistrement des pistes musicales originales.
- 21.2 Si la Société désire rediffuser ou resynchroniser une musique d'accompagnement convenue par contrat avant le présent accord-cadre, les dispositions de l'article 25.1 (tarifs A4) s'appliqueront, ou celles de l'article 21.8 pour une utilisation à perpétuité sur toutes les plateformes éditées par la Société.
- 21.3 **Séance de base**
- Une séance de base avec convocation minimale pour trois (3) heures de travail s'applique dans chacun des cas suivants :
- a) Une séance d'enregistrement avec enregistrement maximal de trente (30) minutes de musique, cinq (5) minutes supplémentaires de musique pouvant être enregistrées pendant chaque période de trente (30) minutes de travail suivant immédiatement la séance de base (en unités de trente (30) minutes);
 - b) Indicateurs musicaux de début/fin d'émission et aller/retour de pause publicitaire.
- 21.4 **Le cachet pour une séance de base est le suivant (à l'exclusion des indicateurs musicaux) :**
- a) Pour un musicien : le tarif B1;
 - b) Pour un musicien, lorsque plus de vingt-cinq (25) musiciens sont engagés (en tenant compte du chef d'orchestre et du contractant, qu'il joue ou pas) : le tarif B2;
 - c) Pour le chef d'orchestre ou un musicien individuel : le double du cachet de base d'un musicien;
 - d) Pour le repiquage par AME (*Appareil de musique électronique*) de musique programmée : le tarif B4.
- 21.5 Un contractant est nécessaire lorsque dix (10) musiciens ou plus sont engagés (en tenant compte du chef d'orchestre et du contractant). Il reçoit le double du cachet de base d'un

musicien. La présence du contractant est requise pendant la durée complète de l'engagement.

- 21.6 Les engagements comprenant une séance de base et une deuxième séance [dans une même période de douze (12) heures] peuvent être fixés conformément aux besoins de la Société, en prévoyant au moins une (1) heure entre les séances.
- 21.7 Les musiciens qui s'exécutent entre minuit et 8 h sont rémunérés au tarif du cachet de base d'un musicien, majoré de cinquante pour cent (50 %).
- 21.8 **Séances relatives aux indicatifs musicaux**
- a) Pour les indicatifs musicaux, jusqu'à un maximum de trois (3) minutes de musique peuvent être enregistrées pendant une séance de trois (3) heures, qui pourra être utilisée pour chaque épisode d'une série en particulier en début/fin d'émission et aller/retour des pauses publicitaires. Des minutes supplémentaires de musique peuvent être enregistrées pendant cette séance de trois (3) heures conformément au tarif B9, qui s'applique par minute et par musicien.
 - i. Des heures de travail additionnelles peuvent être fixées au tarif horaire B6. Cela n'implique cependant pas le droit d'enregistrer des minutes de musique supplémentaires.
 - ii. Pour toute heure de travail additionnelle rémunérée au tarif B9, la Société peut enregistrer une minute de musique supplémentaire.
 - iii. Les heures supplémentaires sont rémunérées au tarif B6 majoré de cinquante pour cent (50 %) pour chaque segment d'une demi-heure (1/2) minimum. Cela n'implique cependant pas le droit d'enregistrer des minutes de musique supplémentaires.
 - b) Les indicatifs musicaux ou l'habillage d'une série peuvent être utilisés relativement à une série en particulier pendant trois (3) ans à compter de la première utilisation. Le tarif B3 s'applique par musicien (3 minutes de musique, 3 années d'utilisation). Pour chaque année subséquente, des redevances sont payables selon le tarif A4. En tout temps, la Société peut acquérir des droits d'utilisation à perpétuité en effectuant un paiement supplémentaire équivalant à dix (10) fois le tarif A4.
 - c) Les droits relatifs aux indicatifs musicaux créés pour un film ou une émission unique sont acquis à perpétuité.
 - d) Le tarif B4 relatif au repiquage AME s'applique aux indicatifs musicaux.
 - e) Une séance garantie comprenant des heures de travail additionnelles ou des heures supplémentaires ne dure pas plus de six (6) heures.
 - f) Lorsque des heures supplémentaires sont prévues, tous les musiciens convoqués à l'origine sont considérés comme présents et sont payés pour ces heures supplémentaires.

21.9 Période de repos

Toute séance d'enregistrement doit comporter au moins dix (10) minutes de repos par heure et cinq (5) minutes par demi-heure. Ce repos ne se prend pas durant la première demi-heure d'une séance et aucune séance ne doit se poursuivre plus d'une heure et demie sans repos.

21.10 Bandes-annonces

Les bandes-annonces peuvent être orchestrées ou ajoutées lors d'une séance d'enregistrement normale. Les bandes-annonces, les « intercalaires » (*la musique supplémentaire enregistrée après qu'un film ou une émission ait été enregistré*), les courts-métrages, les documentaires de voyage, les films d'aventure et les films d'animation prenant moins d'une (1) heure à visionner peuvent tous être orchestrés pendant une même séance d'enregistrement, ou leur orchestration peut s'ajouter à une séance régulière.

21.11 Répétition de musique non enregistrée

- a) Une séance minimale d'une (1) heure est permise si la Société le requiert, pourvu qu'elle soit accolée à une séance d'enregistrement et qu'elle se termine dans les trente (30) minutes précédant le début de la séance d'enregistrement.
- b) Une séance minimale de deux (2) heures est permise si la Société le requiert, pourvu qu'elle ne soit pas accolée à une autre séance d'enregistrement;
- c) Une séance de répétition de musique se distingue d'une convocation à une séance d'enregistrement : aucun enregistrement ou enregistrement vidéo n'est permis. Le cachet de répétition de musique non enregistrée est prévu au tarif B7 pour chaque musicien, le chef d'orchestre et le contractant, ayant droit à un cachet double, le cas échéant. Une prolongation se calcule au prorata en segments d'une demi-heure (1/2) heure;
- d) Les heures additionnelles, s'il y a lieu, sont calculées en segments de trente (30) minutes. Un maximum de deux (2) segments de trente (30) minutes est permis à titre de prolongation d'une séance de répétition de deux (2) heures.

21.12 Toutes les modalités d'engagement et/ou pourcentages de majoration prévues au présent accord-cadre sont applicables.

21.13 Séance de superposition sonore

Lorsqu'un musicien est engagé afin d'assister à une séance d'enregistrement afin d'interpréter une piste musicale instrumentale qui rehausse une piste sonore originale produite selon les présentes. Aucun paiement supplémentaire n'est dû au(x) musicien(s) s'étant exécuté(s) lors de la séance originale.

Le cachet est prévu au tarif B8 par musicien, plus les cotisations connexes à la caisse de retraite.

- i. Convocation minimale d'une heure et demie (1 ½)

- ii. Maximum de huit (8) minutes de musique enregistrée, en tout ou en partie
- iii. Cumul selon les modalités prévues à cet accord-cadre
- iv. Le cumul ne peut pas être utilisé afin de prolonger le maximum de huit (8) minutes de musique enregistrée autorisé aux présentes. Si cela survient, le musicien ainsi cumulé reçoit un cachet pour une séance de superposition sonore supplémentaire
- v. Les musiciens en charge de la superposition sonore doivent être mentionnés au contrat.

21.14 Heures d'orchestration minimales

Lorsque la Société engage des musiciens afin de produire de la musique pour une série, les heures minimales d'orchestration suivantes s'appliquent :

Durée	Nombre d'épisodes	Heures de composition minimales requises
Une demi-heure (½)	13	21
Une heure (1)	13	40

S'il y a moins de treize (13) épisodes, les exigences en matière d'orchestration seront calculées au prorata et une séance d'au moins trois (3) heures sera prévue.

21.15 Séance spéciale — courts-métrages

- a) Une séance spéciale de quatre-vingt-dix (90) minutes peut être prévue pour des courts-métrages n'excédant pas quinze (15) minutes. On peut y enregistrer un maximum de huit (8) minutes de musique. Si plus de huit (8) minutes de musique sont enregistrées ou que le film dure plus de quinze (15) minutes, alors le cachet de base d'un musicien pour une séance de ce module et les modalités qui s'y rapportent s'appliquent.
- b) Les dispositions relatives aux séances spéciales ne peuvent pas être utilisées afin de produire des indicatifs musicaux.
- c) Pour une séance spéciale, le cachet minimal par musicien est :
 - i. Le tarif B9, plus les cotisations à la caisse de retraite applicables
 - ii. Chef d'orchestre – le double du cachet de base d'un musicien;
 - iii. Contractant – le double du cachet de base d'un musicien.

21.16 Utilisation d'extraits (de clips)

Pour l'utilisation d'une partie d'émission produite conformément au module 2 des présentes avec le visuel qui l'accompagne ou pour l'utilisation d'un maximum de trois (3) minutes de musique de la piste sonore d'une émission sans le visuel qui l'accompagne (utilisation ne faisant pas partie des exceptions prévues aux présentes), la Société paiera une seule fois la somme globale par émission au(x) musicien(s) qui, de l'avis de la FCM, ont droit à cette indemnité conformément aux barèmes suivants :

- a) Le tarif B12 pour une (1) minute ou moins de bandes-son pour des clips orchestraux

- b) Le tarif B13 par trente (30) seconde ou partie de trente (30) secondes dépassant la (1) minute mentionnée au paragraphe a) pour les clips orchestraux
- c) Le tarif B14 (3 minutes) pour les clips non orchestraux
- d) Les cotisations à la caisse de retraite applicables doivent être ajoutées.

- 21.17 La Société a le droit de tirer des extraits d'une production audio et/ou audiovisuelle qu'elle a originellement produite, afin de les utiliser/distribuer à titre de bande-annonce promotionnelle et/ou à des fins d'études non commerciales ou à titre de contenu dans une nouvelle production de la Société qui saisit/relate le tournage et/ou les coulisses d'une production audiovisuelle originale produite conformément à cet accord-cadre. Cette permission est accordée sans versement d'un cachet supplémentaire aux musiciens s'étant exécutés dans la production originale de la Société, pourvu que :
- a) aucun extrait ne dépasse deux (2) minutes, et que :
 - b) pas plus de trois (3) extraits de ce genre en moyenne soient utilisés à titre de contenu par segment de trente (30) minutes de la nouvelle production.

MODULE 3

Article 22 – APPAREILS DE MUSIQUE ÉLECTRONIQUE (AME), STATIONS AUDIONUMÉRIQUES ET DISPOSITIFS SYNCHRONISÉS

22.1 Des membres peuvent être engagés par la Société pour jouer des AME et/ou programmer des stations audionumériques en temps réel et/ou par repiquage électronique.

Une personne qui, grâce à ses compétences musicales, utilise un synthétiseur ou un autre appareil électronique afin de produire de la musique est un musicien au sens de cet accord-cadre. Les parties reconnaissent qu'un séquençage complexe, qui peut être demandé par la Société dans le cadre de la préparation d'une prestation musicale avant la séance d'orchestration, constitue un service musical rendu par le musicien qui l'exécute.

22.2 Programmation de préproduction

La Société peut engager un programmeur en préproduction au tarif horaire B5 selon une entente préalable entre la Société et le programmeur. Cette programmation qui est effectuée avant la séance d'enregistrement en temps réel ou la séance de repiquage électronique comprendra des tâches telles que l'échantillonnage, le montage sonore, le mappage ou l'entrée de données de programmation dans une station audionumérique, la création de sonorités à l'aide d'un synthétiseur, etc. Si le programmeur en préproduction doit s'exécuter lors d'une séance, le cachet applicable (temps réel ou temps de repiquage électronique) est payé au tarif des musiciens, en plus du temps de programmation en préproduction.

22.3 Engagements en temps réel

- a) Le « temps réel » s'applique lorsqu'un musicien est engagé pour une prestation en direct à l'aide d'un AME et que l'AME est utilisé de la même façon qu'un instrument de musique traditionnel afin de créer des effets musicaux.
- b) Un AME peut être synchronisé pour une prestation en temps réel, mais chaque AME utilisé par plus de deux (2) stations audionumériques distinctes est payé en fonction du principe du cumul de cachets prévu aux présentes, jusqu'à un supplément maximal de soixante-quinze pour cent (75 %), quel que soit le nombre d'AME synchronisé.
- c) Un AME synchronisé, qui est déclenché par un séquenceur de station audionumérique de façon à créer des parties musicales distinctes est considéré comme un cumul donnant droit à un supplément maximal de soixante-quinze pour cent (75 %) du cachet musicien de base.
- d) Les modalités et les cachets prévus ailleurs dans cet accord-cadre s'appliquent aux prestations en temps réel, sous réserve des dispositions du présent article.

- 22.4 Le tarif B4 s'applique aux séances exécutées par un musicien seul, engagé en vue de faire du repiquage électronique avec AME et comprend tous les cumuls d'AME et d'instruments traditionnels, les superpositions et le cachet de chef d'orchestre, et ce, pour un maximum de trois (3) minutes de matériel enregistré par heure et une séance minimale de trois (3) heures.
- 22.5 Les heures additionnelles requises afin de créer neuf (9) minutes de matériel enregistré sont payées selon le tarif B6. Ces heures additionnelles ne permettent pas d'enregistrer plus de minutes de matériel.
- 22.6 Pour chaque minute supplémentaire de matériel enregistré prévue au contrat initial, un maximum de quatre-vingt-dix (90) secondes de musique peut être produit pendant une séance de trente (30) minutes payée au taux de cinquante pour cent (50 %) du tarif B4. Lorsque des périodes supplémentaires d'au plus quatre-vingt-dix (90) secondes de musique chacune n'ont pas été convenues au préalable par contrat, un taux de cent pour cent (100 %) du tarif B4 s'applique à chaque nouvelle séance de trente (30) minutes.
- 22.7 Lorsqu'un arrangement traditionnel est nécessaire, il faut conclure un contrat distinct à ce sujet conformément aux dispositions pertinentes de cet accord-cadre.
- 22.8 Sur paiement du tarif B4 précisé au module 6, le matériel musical enregistré lors d'une séance de repiquage par AME peut être utilisé conformément à cet accord-cadre.
- 22.9 Les autres musiciens engagés pour compléter une séance de repiquage par AME sont payés selon les cachets applicables ailleurs au présent accord-cadre.

MODULE 4

Article 23 – RETRANSMISSION (CAPTATION)

- 23.1 Selon ce module, un musicien est engagé et sa prestation est rémunérée par un autre employeur que la Société. Les tarifs applicables sont versés directement au musicien à l'égard de la diffusion et ils s'ajoutent aux cachets versés par l'employeur principal. L'enregistrement de l'exécution publique n'a aucune incidence sur la tenue ou non de la prestation.
- 23.2 Pour connaître les cachets applicables aux retransmissions, voir le module 6, Tarifs C, à moins d'une disposition contraire.
- 23.3 L'employeur principal doit avoir signé une entente/contrat valide avec la FCM ou une section locale (voir article 6.20).
- 23.4 Lorsqu'aucun contrat ou entente n'existe entre l'employeur principal et la FCM ou une section locale, l'enregistrement n'est pas considéré comme une retransmission et il est rémunéré par la Société conformément au tarif A1.
- 23.5 Un contrat est signé entre la Société et le chef d'orchestre et transmis à la section locale.
- 23.6 Si la Société demande qu'un test de son soit effectué pour le positionnement de l'équipement, les musiciens sont rémunérés conformément au tarif A7 pour une heure additionnelle, immédiatement avant le début de l'engagement. La Société peut utiliser la première demi-heure de cette heure additionnelle à des fins de positionnement d'équipement et de tests de son.
- 23.7 **Orchestre**
- a) Un chef d'orchestre, un contractant ou un soliste qui est un membre habituel de l'orchestre doit être payé le double des tarifs C du module 6. Il s'agit des seules catégories de membres ayant droit à des majorations selon le module 4.
 - b) La Société a le droit d'enregistrer deux (2) interprétations d'un même concert, opéra ou ballet et de choisir les meilleurs segments ainsi enregistrés afin de produire la prestation qui sera diffusée.
 - c) Tous les membres qui ont signé un contrat avec l'employeur principal du concert et ceux qui sont engagés aux fins de la prestation, y compris les musicothécaires (qu'ils s'exécutent ou non), jusqu'à un maximum de deux (2), reçoivent les cachets applicables. Les musicothécaires qui ne s'exécutent pas reçoivent au maximum les cachets applicables aux musiciens selon les tarifs C du module 6. Les musicothécaires qui s'exécutent reçoivent un supplément de vingt-cinq pour cent (25 %) par rapport aux tarifs C applicables du module 6. Lorsqu'une troupe de ballet

ou d'opéra retient les services d'une société musicale ayant signé un contrat avec une section locale de la FCM, cette société musicale est considérée comme l'employeur principal. Malgré cette disposition, les parties conviennent que les musiciens d'orchestre en congé sabbatique lors de l'enregistrement ne sont pas rémunérés.

MODULE 5

EXTRAITS D'ÉMISSIONS, FORFAITS ET DISTRIBUTION

Article 24 – SEGMENT D'ÉMISSION (EXTRAITS)

24.1 Segments d'émissions (Extraits) – Nouvelle utilisation

a) Utilisation interne : La Société a le droit d'insérer un segment d'émission dans une autre émission. Les musiciens qui ont participé à ce segment/extrait sont rémunérés conformément au tarif A8 pour l'insertion dans la deuxième émission, à des fins d'utilisation illimitée (émission intacte) à perpétuité. Les majorations pour chefs d'orchestre et directeurs musicaux s'appliquent. Un extrait dure au maximum trois (3) minutes. Si la Société souhaite utiliser un extrait d'une durée de plus de trois (3) minutes, elle doit payer l'extrait au tarif A8, puis au tarif A4 pour chaque minute additionnelle aux 3 minutes. En aucun cas, l'extrait peut être d'une durée de plus de six (6) minutes.. En aucun cas, l'extrait ne peut être d'une durée de plus de six (6) minutes.

b) Distribution externe : Lorsque des extraits sont utilisés par un tiers, mais que cette utilisation ne constitue pas une nouvelle utilisation conformément à l'article 5.23, les dispositions de l'article 25.2 s'appliquent. Lorsque cette utilisation constitue une nouvelle utilisation, celle-ci est régie par les dispositions de l'annexe B.

24.2 Extraits dans une bande-annonce ou une autopublicité

La Société a le droit de tirer des extraits de ses émissions d'un maximum de trois (3) minutes, qui peuvent seulement être diffusés à titre de bandes-annonces ou afin de promouvoir l'émission ou la Société, sans paiements supplémentaires aux membres. Une telle utilisation promotionnelle ne comprend pas la création de nouveaux contenus promotionnels, comme des ritournelles publicitaires, des épisodes destinés aux appareils mobiles ou au web. Des paiements seront dus aux membres dans de tels cas.

24.3 Les cachets relatifs aux extraits, les redevances concernant les nouvelles utilisations et les redevances de distribution doivent parvenir trimestriellement à la FCM à des fins de distribution. Les redevances inférieures à 50 \$ sont transmises à la FCM une fois par année aux mêmes fins.

Article 25 – FORFAITS

25.1 Les forfaits suivants peuvent être ajoutés au départ afin de permettre des utilisations prépayées ou en tout temps par la suite, sans pénalité. Les dispositions de l'article 15 s'appliquent.

Premier forfait	Années supplémentaires de diffusion sur les plateformes de marque SRC SEULEMENT.
Cachet	
Tarif A4 par séance	Par année supplémentaire : comprends une (1) année à la radio et à la télévision et deux (2) années sur l'Internet.

Après la troisième (3^e) année sur l'Internet, si la Société souhaite acheter des années supplémentaires sur l'Internet, le premier forfait s'applique.

25.2 En contrepartie des cachets suivants, la Société pourra distribuer ses émissions et concéder des licences aux plateformes et réseaux autres que ceux de la Société, y compris, mais sans s'y limiter, aux services de vidéo sur demande par abonnement ou supportés par la publicité (VSDA et VSDG supportés par la publicité), aux services de téléchargement permanent, et aux services de distribution de contenu via Internet, comme suit :

- a) Sept et demi pour cent (7,5 %) des recettes brutes de distribution.
- b) Si la Société souhaite rendre la disponible une émission sans recevoir de juste valeur marchande, le cachet prévu au tarif A7 doit être versé à chaque musicien. Ce cachet supplémentaire couvre une période de sept (7) ans.
- c) La Société a le droit de diffuser les émissions une fois à travers le monde (à l'exclusion du Canada) sur des stations de radio et/ou des réseaux publics et non commerciaux sans payer les musiciens. Si la Société reçoit un revenu quelconque pour cette exploitation, les dispositions des paragraphes 25.2 (a) ou (b) s'appliquent.
- d) Si la Société concède du contenu à un producteur d'enregistrements sonores, ce dernier doit être signataire du *SRLA* ou accepter d'adhérer au *SRLA* à des fins d'exploitation du contenu. Dans tous les cas, le vice-président pour le Canada de l'AFM doit être avisé. La preuve de cette adhésion est nécessaire avant la livraison du contenu.

Deuxième forfait	Distribution
Cachet	Sept et demi pour cent (7,5 %) des recettes brutes de distribution
Tarif A7	Aucune redevance ni juste valeur marchande pendant sept (7) ans

25.3 a) Définition de « recettes brutes de distribution »

Dans le cadre de l'application de la formule prévue au paragraphe 25.3 c) ci-dessous servant à calculer la part des recettes des musiciens, l'on tiendra compte de cent pour cent (100 %) des recettes brutes de distribution dans tous les marchés complémentaires. Dans cet accord-cadre, le terme « marchés complémentaires » désigne les utilisations autres que la diffusion par la Société.

Dans cet accord-cadre, le terme « recettes brutes de distribution » désigne la totalité des recettes brutes perçues par tous les distributeurs (tels que définis ci-dessous) du fait de la concession de contenu par licence dans les marchés complémentaires partout à travers le monde, y compris pour les « ventes en territoire étranger » effectuées par ces distributeurs, les revenus provenant de cette vente, perçus par le distributeur, mais non les revenus reçus par l'acheteur du titulaire de licence. Dans cet accord-cadre, le terme « distributeur » désigne la Société lorsqu'elle distribue le contenu à des tiers pour utilisation dans des marchés complémentaires grâce à ses propres unités de distribution et tous les autres distributeurs dont les services sont retenus par la Société afin de distribuer le contenu pour utilisation dans des marchés complémentaires.

Les recettes brutes de distribution ne comprennent pas :

1. Les montants réalisés ou conservés en dépôt de sécurité, jusqu'à ce qu'ils soient gagnés, sauf les montants de ce type qui ne sont pas remboursables;
2. Les rabais, les crédits et les remboursements de dispositifs compacts de contenu retournés (la Société aura le droit de prévoir une réserve raisonnable pour les retours);
3. Les sommes devant être versées ou déduites à titre de taxes, comme des taxes sur le chiffre d'affaires, des taxes de vente ou d'autres taxes basées sur les recettes dérivées du contenu ou les sommes à être remises à ou par la Société ou tout autre distributeur; toutefois, ne sont pas exclus des recettes brutes de distribution les impôts nets sur le revenu, les impôts de franchise, les taxes sur les bénéfices exceptionnels ou autres charges similaires payables par la Société ou ce distributeur à l'égard de son revenu net ou pour le privilège d'exercer des activités commerciales;
4. Des devises gelées soit jusqu'à ce que la Société ait le droit de les utiliser librement ou que la Société ou le distributeur ait le droit de les transférer au Canada à la Société ou au distributeur en les sortant du pays ou du territoire où elles sont gelées. Si ces devises peuvent être utilisées ou transférées de la façon mentionnée ci-dessus, elles sont présumées avoir été converties en dollars canadiens au taux de change auquel la devise a véritablement été transférée au Canada de la façon mentionnée ci-dessus, ou, si elle n'a pas été réellement transférée, au taux de change courant dans un marché libre au moment où le droit d'utilisation ou de transfert est acquis. Les devises gelées sont considérées comme « dégelées » selon la méthode du premier entré, premier sorti, à moins d'une répartition différente des autorités fiscales du pays concerné. La répartition des fonds dégelés entre le revenu servant à calculer les paiements exigibles selon les

présentes et les autres revenus se fait proportionnellement, sous réserve des affectations différentes décidées par les autorités fiscales locales.

b) Affectation des recettes brutes de distribution

Si une entente de distribution dans un marché complémentaire porte sur plus d'une émission, la Société effectue une allocation raisonnable des recettes afin de déterminer les paiements exigibles selon les présentes.

c) Répartition de la part des recettes des musiciens

Chaque musicien recevra individuellement une portion calculée au prorata de la part des recettes des musiciens en fonction de sa valeur unitaire :

- I. Chef d'orchestre; directeur musical; musicien individuel; pianiste de répétition; arrangeur – deux (2) unités chaque
- II. Accompagnateur; copiste; musicothécaire; conseiller de son – une (1) unité chaque.
- III. Les musiciens en charge de l'indicatif musical seront considérés comme chefs d'orchestres ou musiciens individuels, selon les cas, pour chaque épisode.

25.4 Échéance de paiement et rapports relatifs au deuxième forfait

Les versements de sept et demi pour cent (7,5 %) exigibles selon le deuxième forfait sont effectués dans un délai de quarante-cinq (45) jours ouvrables après les dates suivantes : le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre, après quoi les modalités de l'article 6.26 (*paiements en retard*) s'appliquent. La pénalité pour paiement en retard ne s'applique pas à un paiement retardé en raison de circonstances hors du contrôle de la Société lorsque le vice-président pour le Canada de l'AFM en est avisé.

La FCM a le droit, à des moments raisonnables, d'examiner les livres et les registres de la Société dans la mesure où ils se rapportent aux recettes brutes de distribution.

25.5 Les modalités applicables à une nouvelle utilisation par des tiers sont celles de l'entente AFM/FCM applicable, un avis à cet égard étant transmis au vice-président pour le Canada de l'AFM.

25.6 **Promotion** – Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas si une émission ou un extrait d'émission est distribué afin de promouvoir une émission ou s'il s'inscrit dans la stratégie de marque ou de promotion de la Société et que la Société n'est pas rémunérée à cet égard. Cette utilisation promotionnelle ne comprend pas la création d'un nouveau contenu promotionnel, comme une ritournelle publicitaire ou une émission destinée aux appareils mobiles ou à l'Internet. L'entente et les paiements aux membres correspondants s'appliquent dans de telles instances.

25.7 Lorsque la Société souhaite réutiliser du contenu et que ni la Société ni la FCM ne sont en mesure d'identifier les musiciens ayant participé à l'enregistrement original, un paiement est effectué au fonds AFM/FCM approprié déterminé par le vice-président pour le Canada de l'AFM.

Article 26 – UTILISATION D’ARCHIVES

26.1 Une émission datant de vingt (20) ans ou plus, qui n’a pas été diffusée depuis au moins deux (2) ans, pourra être réutilisée en tranches de soixante (60) minutes ou moins, pendant une (1) année sur toutes les plateformes de la Société sur paiement à chaque musicien du tarif A5 ou pour cinq (5) ans sur toutes plateformes de la Société sur paiement à chaque musicien du tarif A2. Dans les circonstances où un Musicien enregistre plusieurs instruments, le Musicien sera payé au tarif prévu ci-avant par instrument ayant fait l’objet d’un engagement.

Une émission datant de cinq (5) ans ou plus, qui n’a pas été diffusée depuis au moins deux (2) ans, pourra être réutilisée en tranches de trente (30) minutes ou moins, pendant une (1) année sur toutes les plateformes de la Société sur paiement à chaque Musicien du tarif A5 ou pour cinq (5) ans sur toutes plateformes de la Société sur paiement à chaque musicien du tarif A2. Dans les circonstances où un Musicien enregistre plusieurs instruments, le Musicien sera payé au tarif prévu ci-avant par instrument ayant fait l’objet d’un engagement.

26.2 Les extraits d’archive de dix (10) minutes et moins d’une émission qui n’a pas été diffusée depuis au moins deux (2) ans, pourra être utilisé pendant une (1) année sur toutes les plateformes de la Société sur paiement du tarif A5 à chaque Musicien et pendant cinq (5) ans sur toutes plateformes de la Société sur paiement du tarif A2 à chaque musicien. Dans les circonstances où un Musicien enregistre plusieurs instruments, le Musicien sera payé au tarif prévu ci-avant par instrument ayant fait l’objet d’un engagement.

Article 27 – UTILISATION À DES FINS ÉDUCATIVES

27.1 Utilisation à des fins éducatives autrement que par la radiodiffusion

La Société peut donner accès à l’enregistrement d’une émission à tout organisme ou établissement scolaire à des fins éducatives autrement que pour radiodiffusion. Si les émissions sont diffusées, des cachets sont payables conformément aux modalités applicables de cet accord-cadre.

Article 28 – FESTIVALS ET CONCOURS

28.1 La Société peut inscrire ses émissions à des festivals et à des concours et autoriser toutes les utilisations accessoires ou complémentaires à ceux-ci sans paiement supplémentaire aux musiciens. Si les émissions sont diffusées, des cachets sont payables conformément aux modalités applicables de cet accord-cadre.

MODULE 6

SOMMAIRE DES CACHETS

Le chef d'orchestre, le directeur musical, le soliste, le musicien seul, reçoivent le double du cachet de base d'un musicien.

Tarif	Application	19 septembre 2025	1er novembre 2025	1er novembre 2026
A1	Cachet de base du musicien	462 \$	468 \$	476 \$
A2	Cachet de diffusion	231 \$	234 \$	238 \$
A3	3 heures de travail	231 \$	234 \$	238 \$
A4	Cachet de diffusion à 50 %	115 \$	117 \$	119 \$
A5	Cachet de diffusion à 25 %	58 \$	59 \$	60 \$
A6	2 heures de travail	154 \$	156 \$	158 \$
A7	1 heure de travail	77 \$	78 \$	79 \$
A8	Extraits/3 minutes	310 \$	315 \$	320 \$

Tarif	Application	19 septembre 2025	1er novembre 2025	1er novembre 2026
B1	Séance de 3 heures	416 \$	422 \$	428 \$
B2	25 musiciens ou plus	377 \$	383 \$	389 \$
B3	Séance pour indicatif (jusqu'à 3 minutes pour 3 ans)	695 \$	706 \$	716 \$
B4	Séance avec AME/heure	506 \$	513 \$	521 \$
B5	Programmation/heure	377 \$	383 \$	389 \$
B6	Répétition/2 heures	139 \$	141 \$	143 \$
B7	Heures additionnelles/heure	70 \$	71 \$	72 \$
B8	Séance de superposition sonore	232 \$	236 \$	239 \$
B9	Séance spéciale	232 \$	236 \$	239 \$
B10	Figuration/8 heures	484 \$	492 \$	499 \$
B11	Figuration et enregistrement	520 \$	528 \$	536 \$
B12	Extraits/minute – orchestre seulement *Voir la note ci-dessous	1 818 \$	1 845 \$	1 873 \$
B13	Extraits/30 secondes supplémentaires – orchestre seulement *Voir la note ci-dessous	909 \$	923 \$	937 \$
B14	Extrait/3 minutes *Voir la note ci-dessous	310 \$	314 \$	319 \$

* Note : Répartition effectuée par la FCM entre les musiciens au prorata (article 21.16).

Tarif	Application	19 septembre 2025	1er novembre 2025	1er novembre 2026
C1	60 minutes ou moins	231 \$	234 \$	238 \$
C2	61-120 minutes	310 \$	314 \$	319 \$
C3	121-150 minutes	387 \$	393 \$	399 \$
C4	Opéra, ou plus de 151 minutes	465 \$	472 \$	479 \$

CACHETS MINIMAUX POUR LES ARRANGEMENTS ET L'ORCHESTRATION

Cachet minimal équivalent à deux (2) minutes de musique

Nombre de musiciens	Tarif par minute de musique	Tarif par minute de musique	Tarif par minute de musique
	19 septembre 2025	1er novembre 2025	1er novembre 2026
1-5	63 \$	64 \$	65 \$
6-9	89 \$	90 \$	92 \$
10-14	125 \$	127 \$	129 \$
15-20	178 \$	181 \$	183 \$
21-25	241 \$	244 \$	248 \$
26-35	366 \$	371 \$	377 \$
36-49	392 \$	398 \$	404 \$
50+	424 \$	430 \$	437 \$

Ces tarifs s'appliquent à toutes les formations musicales, sauf s'ils sont écrits pour :

- a) Des ensembles à cordes, à vents ou à bois de vingt (20) musiciens ou moins : 150 \$ par minute.
- b) Un divisi pour ensemble à cordes compte pour un maximum de deux (2) musiciens.
- c) Les parties pour piano, harpe ou célesta équivalent à deux (2) musiciens.
- d) Chaque ligne vocale équivaut à un (1) musicien.

Les tarifs horaires des arrangeurs et/ou orchestrateurs doivent seulement s'appliquer aux ajustements effectués lors des répétitions, aux modifications et aux ajouts dans d'autres situations où les tarifs, basés sur la durée de la musique, sont inapplicables (convocation minimale de deux (2) heures) : Tarif horaire A7.

CACHETS MINIMAUX APPLICABLES À LA COMPOSITION
(aux fins de calcul du régime de retraite seulement)

		19 septembre 2025	1er novembre 2025	1er novembre 2026
1	Composition de musique accessoire, pour chaque partie instrumentale calculée selon le nombre total de mesures dans la partition, par mesure.	Tarif (A5/64) = 0,92 \$	Tarif (A5/64) = 0,94 \$	Tarif (A5/64) = 0,96 \$
2	Minimum pour seize (16) mesures ou moins	Selon le tarif A6	Selon le tarif A6	Selon le tarif A6
3	Composition vocale de deux (2) à quatre (4) voix par mesure	Tarif (A5/16) = 3,70 \$	Tarif (A5/16) = 3,75 \$	Tarif (A5/16) = 3,81 \$
4	Voix supplémentaire par mesure	0,89 \$	0,90 \$	0,92 \$

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé:

LA FÉDÉRATION CANADIENNE
DES MUSICIENS



Allister Elliott, Vice-Président pour le
Canada, AFM

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA



Karen Bateh, Vice-présidente de Personnes
et Culture



Doug Smith, Vice-présidente principale,
Services anglais



Dany Meloul, Vice-Présidente principale,
Services français

ANNEXE A

COMITÉ MIXTE

Les parties reconnaissent que la communication franche et proactive est essentielle à la bonne administration de l'accord-cadre, de même qu'au maintien de relations cordiales entre les parties.

Dans cette optique, les parties conviennent de se réunir au moins deux (2) fois par année en comité conjoint, ou à la fréquence requise, afin de discuter de questions d'intérêt commun. Les deux (2) réunions obligatoires du comité mixte se tiendront les troisièmes (3^e) vendredi de juin et de novembre, ou le plus près possible de ces dates. Les réunions auront lieu, par alternance au bureau de la FCM et au Centre de radiodiffusion de la Société à Toronto. Les parties pourront changer la date et l'endroit d'une réunion d'un commun accord, moyennant un préavis minimal de deux (2) semaines.

Les parties énoncent par écrit les points à discuter, au moins deux (2) semaines avant la réunion. Il peut s'agir, entre autres, des sujets suivants :

- Des questions relatives à la mise en œuvre des nouvelles dispositions de l'accord-cadre.
- Les nouveaux modes de distribution du signal de base de la Société et les recettes qui pourraient en découler.
- Les sommes versées aux musiciens par la Société selon les dispositions de l'accord-cadre.
- Les nouvelles initiatives et les projets existants en matière d'exploitation de contenu.
- Les nouvelles initiatives et/ou méthodes en matière de programmation.
- Initiatives de formation continue et d'orientation des réalisateurs de la Société, ainsi que des membres/chefs d'orchestre.
- Les problèmes de gestion de la paye et/ou des redevances
- Les griefs actuels ou en instance
- Les parties conviennent que le personnel de production et/ou des services administratifs, les responsables de la section locale de la FCM et/ou des musiciens peuvent être invités à ces réunions, s'il y a lieu.

Les parties dressent et signent un procès-verbal pour chacune de ces réunions. Le procès-verbal n'est pas contraignant et ne sera pas utilisé en preuve devant un tiers sans que les deux parties y consentent.

D'un commun accord et tel que jugé nécessaire, les parties sont autorisées à apporter de petites modifications au présent accord-cadre au cours desdits comités conjoints. Ces éventuelles modifications sont inscrites dans le procès-verbal et signées par les deux parties.

ANNEXE B

NOUVELLE UTILISATION

Cette annexe vise à clarifier les modalités applicables relatives à l'utilisation d'un contenu appartenant la Société par toute tierce partie, lorsque cette utilisation constitue une nouvelle utilisation, tel que défini dans l'article 5.24 b).

L'exploitation de matériel prévue à cet article n'est possible qu'à la condition essentielle que ce matériel ait originellement été produit conformément à l'accord-cadre de production conclu entre la Société et la FCM. Malgré ce qui précède, les situations particulières doivent faire l'objet de discussions et d'ententes préalables entre la Société et la FCM, qui agit par le biais du vice-président pour le Canada de l'AFM.

Les parties conviennent que les modalités précisées ci-dessous feront l'objet de révisions périodiques et qu'elles seront discutées lors des réunions habituelles du comité mixte.

1. Licences octroyées à des tiers :

a) Dans tous les cas où le fait pour la Société d'accorder une licence à un tiers (le « titulaire de licences ») constitue une nouvelle utilisation au sens de l'article 5.23, la Société en informera le vice-président pour le Canada de l'AFM.

b) Si la Société octroie une licence de contenu sonore à un titulaire de licence (y compris à un musicien qui se représente lui-même, à un distributeur ou à une maison de disques) pour l'exploitation commerciale de contenu sonore qu'elle a déjà exploité commercialement dans le passé, y compris le contenu de son catalogue des disques SRC, cela n'est pas considéré comme une nouvelle utilisation. La Société s'assurera cependant, avant de remettre le contenu au titulaire de la licence, d'avoir la preuve que ce dernier a signé une lettre d'accord avec la FCM visant spécifiquement l'exploitation prévue selon la licence. La Société ne pourra être tenue responsable des paiements aux musiciens basés sur l'exploitation du contenu par le titulaire de la licence.

c) La Société peut concéder du contenu pour lequel elle détient des droits d'auteur seulement si le titulaire de la licence est signataire de l'entente AFM/FCM pertinente ou d'une lettre d'adhésion à cet égard. Avant de remettre le contenu au titulaire de la licence, la Société doit obtenir la preuve de cette adhésion.

d) La Société avise le titulaire de la licence de ses obligations à l'égard des licences de droits mécaniques, droits de synchronisation et droits applicables et autorisations nécessaires.

e) Le signataire AFM ne peut pas être l'un des interprètes du contenu concédé.

f) Pour chaque licence de nouvelle utilisation octroyée au cours d'un semestre, la Société remet à la FCM un rapport trimestriel faisant figurer le nom de l'enregistrement, le nom de

l'artiste, le nom du titulaire de licence et ses coordonnées, la nature spécifique de l'utilisation (y compris le titre), la date de la licence et le montant des frais de licence.

g) La Société doit recevoir les frais de nouvelle utilisation et les cotisations à la caisse de retraite à payer (telles que définies à la section 2 ci-dessous) de la part du titulaire de la licence et les remettre à la FCM avec le rapport trimestriel évoqué à la section précédente (f). La Société remet également un exemplaire du contrat original ayant régi l'enregistrement du contenu musical. Une fois les frais de nouvelle utilisation et les cotisations à la caisse de retraite liées versées à la FCM, la Société ne pourra être tenue responsable des paiements aux musiciens basés sur l'exploitation du contenu par le titulaire de la licence.

h) La FCM distribue, au prorata, les frais de nouvelle utilisation aux musiciens engagés à l'origine et transmet les cotisations de retraite à la Caisse de retraite des musiciens du Canada.

i) Si la Société souhaite que le contrat du titulaire de licence comprenne des dispositions permettant à ce dernier de concéder le contenu en sous-licence à une tierce partie pour une nouvelle utilisation ultérieure, elle doit d'abord parvenir à un accord avec la FCM concernant les frais de nouvelle utilisation appropriés à appliquer à cette licence.

2. Frais de nouvelle utilisation pour du contenu (sonore uniquement) non commercial de la Société

I) Utilisations traditionnelles (diffusion télévisée, par câble, ou cinématographique) :

- a) Si la Société octroie une licence de contenu pour une nouvelle utilisation, les frais de nouvelle utilisation à payer en lien avec chaque licence représentent le plus élevé de 7 % du revenu perçu pour cette licence par la Société, ou de 165 \$ (cent soixante-cinq dollars). De plus, chaque licence est assujettie à une contribution à la caisse de retraite telle que décrite dans les présentes.
- b) Si la Société accorde une licence de son contenu pour un maximum de 1 000 \$ (mille dollars), les frais de nouvelle utilisation à payer s'élèveront à 7 % des revenus de la Société pour cette licence, le minimum étant 100 \$ (cent dollars). De plus, chaque titulaire de licence sera assujetti à une cotisation à la caisse de retraite telle que décrite dans les présentes.
- c) Si la Société accorde une licence de son contenu pour 5 000 \$ (cinq mille dollars) ou plus, les frais de nouvelle utilisation seront basés sur les montants définis dans l'entente AFM/FCM pertinente, relative à une telle utilisation.
- d) Si la Société remet du contenu à une maison de disques, celle-ci doit être signataire du SRLA ou accepter d'adhérer au SRLA à des fins d'exploitation du contenu. Dans tous les cas, le vice-président pour le Canada de l'AFM doit être avisé. La preuve de cette adhésion est nécessaire avant la remise du contenu.
- e) Les publicités commerciales (ritournelles publicitaires) et jeux vidéo – Les dispositions des accords AFM applicables visant ces utilisations s'appliquent.

II) Utilisations non traditionnelles

- a) Si la Société octroie une licence de contenu pour les utilisations non traditionnelles (telles que décrite ci-dessous), les frais de nouvelle utilisation à payer s'élèveront à 5 % des revenus de la Société pour cette licence (y compris les frais de licence, par unité de redevance, ou toute autre forme de paiement).
- b) Les utilisations non traditionnelles, telles qu'employées dans les présentes, sont définies comme :
 - i. Une puce numérique (ou son équivalent) liée à un produit de consommation (sauf les jeux vidéo);
 - ii. Les licences pour la synchronisation internet fondées sur le consommateur ou;
 - iii. Les applications mobiles, ou
 - iv. Un programme audiovisuel conçu pour une première exploitation dans les nouveaux médias (par exemple, les webisodes, les balados vidéo, etc.), à l'exception des utilisations dans des programmes comparables aux longs métrages télévisés scénarisés conçus pour première exploitation sur des services payants de diffusion continue.

3) Frais de nouvelle utilisation pour du contenu (audiovisuel uniquement) non commercial de la Société

Lorsque la Société octroie une licence de contenu audiovisuel comprenant des performances contractées en vertu du présent accord-cadre de production général, le bureau du vice-président pour le Canada de l'AFM en sera informé et la Société obtiendra la preuve que le titulaire de licence a signé une lettre d'accord auprès de la FCM visant spécifiquement l'exploitation prévue selon la licence. La Société ne pourra être tenue responsable des paiements aux musiciens basés sur l'exploitation du contenu par le titulaire de la licence.

ANNEXE C



FÉDÉRATION CANADIENNE DES MUSICIENS

Membre de l'American Federation of Musicians of the United States and Canada

BUREAU CANADIEN DE L'AFM
 VICE-PRÉSIDENT, CANADA
 150 FERRAND DRIVE, BUREAU 202
 TORONTO, ONTARIO M5C 3E5
 (416) 391-5181 • 1-800-453-6333
 TÉLÉCOPIEUR : (416) 391-5185
 COURRIEL : mfiler@afm.org

À l'usage de la FCM et des producteurs indépendants

LETTRE D'ADHÉSION

Cette lettre vise à confirmer que nous, les soussignés, acceptons d'adhérer aux modalités en vigueur de l'Entente générale de production entre la Fédération canadienne des musiciens (FCM) et la Société Radio-Canada (SRC) pour toutes les plateformes médiatiques, uniquement toutefois à l'égard du contenu audiovisuel suivant :

Titre de l'émission : _____

Durée de l'émission : _____ Nombre d'épisodes (le cas échéant) : _____

Cette production contiendra-t-elle de la musique préenregistrée? OUI NON (Si oui, en remettre la liste à la FCM)

Nous attestons que nous connaissons les modalités de cette entente et, à condition que nous ayons tous les droits, obligations et privilèges prévus de l'employeur (désigné la « SRC » ou la « Société ») dans cette entente, nous convenons que ces modalités régiront la production, la diffusion, la diffusion en continu et/ou la distribution commerciale du contenu audiovisuel indiqué ci-dessus, et nous convenons également d'être responsables du respect fidèle et conforme de chacune des obligations incombant à l'employeur qui y sont prévues et qui s'appliquent à ce contenu audiovisuel. Nous reconnaissons que le terme « plateforme de marque de la Société/SRC », tel qu'il est utilisé dans l'entente aux articles 5.7, 6.4, 21.1-2, 25.1, 26.1 et autres, sera considéré être, aux termes de cette Lettre d'adhésion, le réseau unique, le diffuseur, les services de diffusion en continu ou toute autre plateforme où l'émission est accessible en premier au public, indépendamment du lien entre cette plateforme et les soussignés. Nous reconnaissons et garantissons en outre que tous les services musicaux dans le cadre de l'émission, y compris l'orchestration et l'enregistrement de la musique, devront être exécutés au Canada, exclusivement par des membres de l'AMF (ou selon ce qui est prévu autrement dans l'entente).

Nous reconnaissons et convenons avec la FCM/AFM qu'un membre d'une section locale de l'AFM régi selon une lettre d'adhésion ou une entente semblable entre nous et la FCM/AFM (l'« entente ») n'a pas le pouvoir de signer de contrats, renoncations, quittances ou autres types de documents (collectivement une « renonciation et quittance ») qui restreint, amende ou modifie autrement (ou qui tente de le faire) les droits ou les obligations de ce membre (qui, aux fins des présentes, comprennent, notamment, une renonciation ou une quittance à l'égard de cachets et/ou de redevances concernant des enregistrements et/ou d'autres formes d'exploitation de contenu se rapportant au membre ou à son ou ses œuvres) en vertu de l'entente ou des règlements administratifs de l'AFM et/ou de ses sections locales. Toute renonciation ou quittance signée par un membre sera considérée à toutes fins comme invalide et inexécutoire.

<p>Nom de la société _____</p> <p>Nom et titre du/de la représentant(e) autorisé(e) (lettres majuscules) _____</p> <p>Signature _____ Date JJ / MM / AAAA _____</p> <p>Adresse _____</p> <p>Ville _____ Province _____ Code postal _____</p> <p>Téléphone _____ Télécopieur _____</p> <p>Courriel : _____</p>	<p>À REMPLIR PAR LE RESPONSABLE DE LA FCM :</p> <p>Acceptation de la FCM par : _____</p> <p>Signature _____ Date JJ / MM / AAAA _____</p> <p>Pour plus de renseignements sur les contrats, les cachets, les modalités, etc., communiquez avec la section locale n° : _____</p> <p>Représentant(e) de la section locale _____</p> <p>Titre du/de la représentant(e) de la section locale _____</p> <p>Téléphone : _____ Télécopieur : _____</p> <p>Exemplaire transmis à la section locale le : JJ / MM / AAAA _____</p> <p>Par : Télécopieur <input type="checkbox"/> Courriel <input type="checkbox"/></p>
---	--

Index

<u>A</u>	<u>Article</u>	<u>Page</u>
Annulation de convocation.....	16.2.f.....	25
Appareils de musique électronique (AME).....	5.12; 22.....	7; 35
Application	1.1	3
Arbitrage.....	3.2	5
Arrangement et orchestration.....	18.....	27
Auditions.....	7.2.....	15
Avis de convocation.....	16.2.e	25
<u>B</u>		
Bandes-annonces.....	21.10.....	32
<u>C</u>		
Cachet de base d'un musicien.....	5.21.....	8
Cachet pour la copie.....	17.13.....	27
Cachet prévu au contrat.....	5.22.....	8
Cachets minimaux (arrangements et orchestration).....	Mod. 6.....	45
Cachets minimaux (composition).....	Mod. 6.....	46
Caisse de retraite des musiciens du Canada (régime de retraite).....	15.....	23
Catégories particulières	16.....	24
Chef d'orchestre et/ou directeur musical.....	5.18.....	8
Comité mixte	Annexe A.....	48
Composition	19.....	28
Conseiller de son (musique).....	5.17.....	8
Contenu.....	5.9.....	7
Convocation minimale.....	6.2	11
Copie	17.....	25
Copiste.....	6.17.....	13
Courte entrevue.....	16.1.a.....	24
Cumul dans les productions de la Société.....	13.....	21
<u>D</u>		
Définitions des termes	5.....	6
Diffusion.....	5.8.....	7
Diffusion par la Société.....	5.8.....	7
Distribution externe (anciennement, <i>Marchés complémentaires</i>).....	5.16; 24.1.b.....	8; 39
Durée, résiliation et renouvellement.....	4.....	6
<u>E</u>		
Émission.....	5.31.....	10
Émission de variétés.....	12.8.....	20
Émission locale	5.8.....	7
Émission magazine	5.20.....	8
Émissions religieuses spéciales	10.3.....	19

Employeur principal.....	5.29	9
Engagement de non-membres.....	9.....	17
Engagements en temps réel.....	22.3.....	35
Enregistrement pour bande sonore.....	5.36.....	10
Enregistrement préalable d'orchestre symphonique.....	5.30.....	9
Entrevues avec des musiciens.....	16.1.....	24
Exécutions occasionnelles.....	10.....	18
Exploitation commerciale par la Société	Annexe B.....	49
Extraits dans une bande-annonce ou une autopublicité.....	24.2.....	39

F

Fédération canadienne des musiciens (FCM).....	5.9.....	7
Festivals et concours.....	28.....	43
Force majeure, remise et annulation.....	8.....	16
Forfaits.....	25.....	40
Frais de gestion.....	5.11; 6.22.....	7; 13
Frais de transport et de déplacement.....	11.....	19

G

Grief.....	3.1.....	5
------------	----------	---

H

Habillage (costumes et/ou maquillage compris).....	14.....	23
Heures de travail.....	5.40	10

I

Indicatif musical.....	21.....	30
------------------------	---------	----

L

Lettre d'adhésion	Annexe C.....	52
Licence octroyée à un tiers.....	Annexe B.....	49
Logo.....	6.28.....	14
Lois applicables.....	1.6; 3.4.....	4; 6
Longue entrevue.....	16.1.b.	24

M

Majorations.....	12.....	20
Membre.....	5.2.....	6
Modalités générales.....	6	11
Module 1 – Productions générales.....	6-20	11
Module 2 – Musique d'accompagnement et indicatif musical.....	21	30
Module 3 – Appareils de musique électronique (AME).....	22	35
Module 4 – Retransmission.....	23	37
Module 5 – Extraits d'émission, forfaits et distribution.....	24-28	39
Module 6 – Sommaire des cachets.....	44
Musicien.....	5.21.....	8
Musicien amateur.....	5.4.....	6
Musicien figurant.....	5.35	10

Musiciens non canadiens et/ou non residents.....	9.2.....	18
Musicien vedette.....	5.17.....	8
Musicothécaire	20.....	29
Musique de marque	5.7	7,10

N

Non membre (Engagement d'un)	9.1	17
Nouvelle utilisation.....	Annexe B.....	49

O

Orchestration.....	5.26; 18.....	9; 27
Orchestral.....	21.16.....	33
Orchestre	5.25; 23.7.....	9; 37

P

Pension (régime de retraite).....	15.....	23
Permis d'adhésion temporaire/non-membres	9.1.....	17
Pianiste (ou autre instrumentiste) de répétition.....	5.32.....	10
Productions de la Société	12.....	20
Programmation de préproduction	22.2.....	35
Promotion.....	25.6.....	42

R

Recettes brutes de distribution (définition).....	25.3.....	41
Reconnaissance des règlements administratifs de l'AFM.....	1.5.....	4
Règles applicables à la copie	17.14.....	26
Répétition de musique non enregistrée	21.11.....	32
Résident permanent du Canada.....	9.1.....	16
Restrictions et pratiques interdites.....	2.1.....	4
Retransmission (Captation).....	5.33; 23; Mod. 4.....	10; 37

S

Séance de superposition sonore.....	21.13.....	32
Séance de base.....	21.3.....	30
Séances relatives aux indicatifs musicaux.....	21.8.....	31
Séance spéciale – courts-métrages.....	21.15.....	33
Section locale.....	5.1.....	6
Segment d'émission (extrait).....	24.....	39
Station audionumérique.....	5.12; 22.....	7; 35
Série.....	5.15.....	7
Soliste.....	5.34.....	10
<i>Sound Recording Labor Agreement (SRLA)</i>	5.37.....	10
Sommaire des cachets.....	Mod. 6.....	44
Superposition sonore.....	5.27.....	9

U

Utilisation à des fins éducatives.....	27.....	43
Utilisation d'archives.....	26.....	43
Utilisation d'extraits (de clips).....	21.16.....	33
Utilisation interne	24.1.a.....	39

V

Vice-président pour le Canada de l'AFM.....	5.3.....	6
---	----------	---